

**Sidérurgie :**

**comment les patrons retirent leurs billes de l'acier**

P. 12-13

# LUTTE OUVRIÈRE

**Syndicats  
centenaires  
et bien  
malades**

P. 10-11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 825 - 24 mars 1984 - prix : 6 F



**L'Europe  
malade  
du  
capitalisme**



# sommaire

## Dans le monde

Page 5 :

— Excédents laitiers dans la CEE : vacherie de société !

Page 9 :

— Mur de Berlin : pas imperméable aux profits sordides.

— Europe de l'Est : austérité au profit des banquiers occidentaux.

Page 11 :

— Belgique : le plan d'austérité de Martens.

## En France

Page 6 :

— « Aide au retour » ou « perte au retour » ?

— L'« aide au retour » sauce Renault.

Page 7 :

— RVI : suppressions d'emplois ; Orléans : licenciements.

Page 8 :

— En bref : France terre d'asile ; Emeute contre le racisme à Miami ; Quand Chirac était à la corrida ; L'enfant chéri de Reagan.

Pages 12-13 :

— Comment les capitalistes de l'acier refont fortune ailleurs.

— Usinor Neuves-Maisons : deux jours de grève et d'actions.

— Action spectaculaire à Sacilor.

Page 14 :

— La cantine de la Thomson-Gennevilliers : par ici la bonne soupe !

Page 15 :

— Dans les entreprises : AIA Clermont-Ferrand ; AGF Favart-Richelieu ; PTT Tri Austerlitz ; indice CGT.

## Culture

Pages 16 et 17 :

— Livres sur l'URSS : *La vie quotidienne des paysans russes, de la Révolution à la collectivisation* de N. Werth ; *Silence, hôpital* de W. Synoïev ; *Le feu souterrain* ; *Moscou, place du Manège* de Ch. Bettelheim.

— *La ville en Afrique noire* de J.M. Ela ; *La place d'A. Ernaux* ; *Journal d'un chien* d'Oskar Panizza.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Carmen* de F. Rossi ; *Le temps suspendu* ; *Local Hero* ; *L'enfer de la violence*.

**LUTTE OUVRIÈRE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
G.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Courrier des lecteurs

### L'actualité du combat de Lénine

Cher Camarade,

Je lis chaque semaine *Lutte Ouvrière* depuis plusieurs années. Je viens de lire votre article « *L'actualité du combat de Lénine* » avec un grand intérêt. Comme vous, j'ai une grande admiration pour Lénine, en tant que doctrinaire et aussi en tant qu'homme.

Mais je ne crois pas que Lénine aurait pu incarner sa pensée dans l'URSS s'il avait vécu, même jusqu'à ce jour. Car, dès 1917, ce fut la coalition des pays capitalistes contre l'URSS qui allait naître et dès 1918 l'invasion des contingents militaires de ces pays, prêts à tout pour « *noyer dans le sang le communisme* » selon l'expression du général Foch exprimant l'intention des gouvernants de France, d'Angleterre, des Etats-Unis qui s'unissaient à l'armée allemande pour cette offensive générale.

En 1918, l'URSS était un pays aux deux tiers sous-développé et son immense superficie était peuplée de nationalités multiples. Le communisme n'aurait pu commencer à s'instaurer qu'à l'express condition de donner à ce pays une infrastructure nouvelle, base nécessaire à toute naissance d'une société communiste.

Depuis 1918, les gouvernants capitalistes — même ceux qui se prétendent « socialistes » — ont menacé militairement la Russie soviétique, obligeant celle-ci à faire un effort considérable pour se donner les moyens de défense correspondant à ces menaces. C'est ce qui a tant retardé le développement de l'URSS et contribué à maintenir dans ce pays une idéologie encore fort proche de celle des pays capitalistes, malgré l'effort fait par les universités soviétiques pour instruire la jeunesse de la pensée de Marx et de Lénine.

Commençons donc, quant à nous, à tenter d'édifier une société pré-socialiste dans notre pays. Je pense que l'heure est venue de rassembler les vrais révolutionnaires dont *Lutte Ouvrière*, Rouge et les groupes décidés à la lutte contre le capitalisme, y compris celui du PS et celui du PCF.

J'espère, cher Camarade, que nous nous rencontrerons vous et moi, fraternellement unis dans cette lutte nécessaire et je vous assure de mes sentiments très cordiaux.

Maurice LAUDRAIN  
président du Centre de Prospective Socialiste

Cher camarade,  
Nous sommes bien d'accord avec toi sur les immenses diffi-

cultés qu'à connues la Russie après la Révolution. Et il est vrai qu'il ne pouvait être question, dans ce pays pauvre et en ruine, isolé dans un monde impérialiste hostile, de construire le communisme. D'ailleurs les bolcheviks et Lénine n'y songeaient même pas. Ils ne concevaient l'avenir communiste qu'à l'échelle du monde et voyaient dans la Révolution russe la lutte victorieuse d'un détachement du prolétariat mondial, qui se devait d'aider à la victoire définitive du prolétariat tout entier. Ils étaient profondément internationalistes.

Et si nous nous réclamons de Lénine, c'est justement parce qu'il fut un révolutionnaire prolétarien internationaliste, et pas un révolutionnaire « russe » qui limitait son combat à la seule Russie.

La défense de l'internationalisme comme seule politique réaliste pour la classe ouvrière

est d'ailleurs l'un des principaux aspects de notre combat contre le stalinisme.

Quant à l'idée de commencer dès maintenant à édifier une société pré-socialiste, nous ne sommes pas sûrs de bien saisir ta pensée. Ce qu'il faut préparer dès maintenant, ce sont les futurs combats révolutionnaires. Car il est impossible de changer les choses sans renverser la bourgeoisie, son Etat, sa mainmise sur les moyens de production. Et pour cela, si nous avons bien des divergences, encore, entre militants d'extrême-gauche, ou entre militants d'extrême-gauche et militants ouvriers sincères du PC et du PS, nous savons qu'il est nécessaire de lutter pour un rassemblement, sans lequel la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays serait impossible.

En te remerciant de ta lettre !

### Bon appétit !

Il y a un an, sous prétexte d'économies, les ouvriers d'une entreprise du bâtiment-travaux publics de l'Ardèche se voyaient supprimer un avantage acquis (avec la bénédiction de certains membres du CE). En effet, les repas de midi ne sont plus payés aux salariés lorsque ceux-ci travaillent sur un chantier situé à moins de 5 km du lieu d'embauche. Résultat : utilisation intensive du véhicule personnel, frais d'essence supplémentaires, risque d'accident permanent lors de la traversée de la ville à midi, temps réduit pour manger, ou alors le choix : manger sur le chantier dans une « cabane » de chantier. Jugez du confort !

Pendant ce temps, des réunions de travail entre « chefs » se déroulent. Mais au fait, où ? Sur le chantier ? Dans un bureau ? Mais non, voyons, pas assez confortable pour ces messieurs. Ils sont tout de

même mieux à l'aise pour « causer travail » dans un de ces petits restaurants d'affaires bien cotés dans la région. Et puis ensuite, on le devine, « causer travail » creuse l'estomac. Alors, avec les économies réalisées sur le dos des ouvriers, on mange, on boit, on chante...

Les ouvriers ont apprécié !

J.L.

PS : Ce qui n'a pas empêché, il est utile de le rappeler, quelques licenciements en début d'année 1983. Egalement, dans un autre domaine, un voyage au soleil, sur des îles lointaines, pour le patron (et son épouse) partant à la retraite. Voyage financé par l'aimable collaboration des chefs et sous-chefs... Généreux, ces messieurs, pour parvenir à payer 15 jours de soleil pour deux personnes. Ou bien qui paie ? Faut-il le demander !

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## L'Europe malade du capitalisme

**M**ITTERRAND avait prévu de prononcer une allocution télévisée le soir de son retour du sommet européen de Bruxelles. A défaut de pouvoir mettre en valeur sa politique intérieure, il comptait probablement se flatter de ses succès européens.

Mais c'est raté pour lui ! Encore une fois, les chefs de l'Europe des Dix n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Mitterrand a donc fait piètre figure à la télévision. Il n'avait plus grand-chose à dire, si ce n'est que c'était la faute à Margaret Thatcher qui n'avait pas voulu payer. Et Mitterrand est parti pour les USA, dépité, se réchauffer près du feu de bois que lui avait préparé Reagan.

Mitterrand et les autres gouvernants européens font donc la leçon à Thatcher, en disant que la vie en communauté réclame un peu d'efforts et de bonne volonté. Mais si la Grande-Bretagne aujourd'hui regimbe, défend ses intérêts particuliers et ne veut pas payer le prix, les autres en ont fait autant hier, quand il s'est agi de défendre qui ses vaches, qui son lait ou son vin, qui son veau aux hormones, qui sa pêche, son textile ou ses aciers.

Il n'y a pas d'Europe communautaire. Il n'y en a jamais eu. Il n'y a qu'un conglomérat d'Etats nationaux désunis qui tirent à hue et à dia, les profits des uns contre les profits des autres.

Les frontières et les douanes sont une vieilleries qu'en plus de vingt-cinq ans d'existence, le Marché commun n'a pas supprimée. Elles sont bel et bien là, et derrière elles, protégés par elles, des intérêts nationaux égoïstes.

On l'a vu il y a quinze jours, quand la marine française a tiré à la mitrailleuse sur deux bateaux de pêche espagnols, deux chalutiers d'un pays candidat à l'entrée dans l'Europe du Marché commun. Parce que les frontières se prolongent même jusque dans les océans !

Depuis, en représailles, des camions français sont brûlés en Espagne, ou des camions espagnols brûlés en France. Cette Europe, leur Europe, elle est bien grillée ! Une vaste foire où l'on s'étripe et s'empoigne d'autant plus durement que la crise s'aggrave.

Alors, cela n'empêche pas qu'on nous prépare de nouvelles élections européennes ; qu'on nous les présente comme une échéance importante ; que les hommes politiques, de droite et de gauche, nous racontent encore une fois que le bulletin de vote peut être décisif. Eux-mêmes pourtant n'y voient qu'un moyen de régler des comptes de politique intérieure !

Mais ne croyons pas à leur Europe plus qu'ils n'y croient eux-mêmes. Ne croyons pas qu'il nous faudrait défendre le lait des trusts français de l'agro-alimentaire contre l'acier des trusts allemands de la sidérurgie ; les profits des possédants français contre ceux des possédants anglais ou italiens. Si des frontières séparent et protègent tant bien que mal les intérêts et profits capitalistes, ce ne sont pas celles-là que les travailleurs d'Europe ont à défendre.

Les vraies frontières, pour les travailleurs, ne sont pas celles qui partagent l'Europe en six, dix ou douze. C'est celle qui la partage en deux : les travailleurs d'une part et leurs exploiters d'autre part ; les pauvres d'un côté et les nantis de l'autre.

Et cela saute aux yeux aujourd'hui. Dans tous les pays, les travailleurs sont soumis à la même austérité. Des mineurs anglais aux fonctionnaires belges, des métallos allemands aux sidérurgistes français, une seule et même classe ouvrière tente de se défendre contre les mêmes licenciements, contre le même chômage, la même baisse du niveau de vie. Avec, en face d'elle et contre elle, les mêmes possédants rapaces, les mêmes gouvernants qui les servent, et aussi les mêmes directions syndicales complètes. Parce que les organisations prétendent ouvrières qui ne veulent déjà pas encourager et coordonner les luttes à l'échelle nationale, le veulent encore moins à l'échelle internationale.

Alors, si le monde capitaliste en crise s'enfoncé dans la barbarie des divisions nationales et des guerres de clocher, c'est à la classe ouvrière de donner l'exemple de la vraie vie en communauté. Une communauté qui sera vraiment socialiste, vraiment communiste ou ne sera pas.

Arlette LAGUILLER

## Les Dix à Bruxelles : un nouveau sommet de la crise

Les sommets des chefs d'Etat de la CEE se suivent et se ressemblent. Et celui qui vient de se tenir à Bruxelles, du 19 au 21 mars, s'est terminé de la même façon que le précédent, il y a quatre mois, à Athènes : le fiasco ! Sur toute la ligne ! En effet la CEE dont les dépenses augmentent plus vite que les recettes, est au bord de la faillite. Pour l'année en cours, il y aurait un trou de 14 milliards de francs à combler. Les experts disent que la CEE pourra faire face à ses dépenses (essentiellement celles de la Politique Agricole Commune) jusqu'en septembre, après quoi elle serait en état de cessation de paiement.

Pour tenter d'assainir cette situation, les ministres de l'Agriculture d'abord, les chefs d'Etat ensuite ont pris un certain nombre de mesures, comme la fixation d'un quota pour la production laitière, ou l'augmentation de la part de TVA versée par chaque pays à la Communauté (qui passera de 1 % actuellement à 1,4 % en 1986 et à 1,8 % en 1988).

Mais finalement, le sommet a capoté sur le problème de la contribution financière britannique au budget de la CEE.

Margaret Thatcher demandait que la contribution anglaise ne dépasse pas 3,4 milliards de francs par an (alors qu'en 1982 elle atteignait 13,3 milliards). Les neuf autres chefs d'Etat, après marchandages, lui offraient de payer 6,9 milliards de francs pendant cinq ans. Mais il s'en fallait de 5 milliards pour que ça fasse le compte. Et chacun est reparti chez soi. Ce n'est pas facile, la vie à dix, a dit Mitterrand ! Après l'Allemagne, l'Angleterre est le principal bailleur de fonds de la CEE : sa contribution financière représente 21 % du budget communautaire, contre 20 % pour les Français (contributions qui résultent du 1 % de TVA, des droits de douane perçus sur les importations en provenance de pays hors-CEE). Mais en retour, côté subventions (qui concernent essentiellement le soutien des produits agricoles), la Grande-Bretagne n'est pas gâtée. Résultat, elle paye à la CEE beaucoup plus qu'elle ne reçoit : en 1983 la différence atteignait donc plus de 13,7 milliards de francs (alors que pour la France, par exemple, le déficit n'est que de 42 millions de francs).

C'est cela que Margaret Thatcher remet en cause, en proposant

de changer la base de calcul des versements au budget communautaire, en liant ceux-ci au PNB par habitant.

Et c'est à cela que les autres Etats s'opposent, et d'autant plus qu'ils sont plus bénéficiaires dans le système actuel. L'Allemagne d'ailleurs, qui a fait front avec les autres contre l'Angleterre, réclame elle aussi une révision des versements : en 1983, son déficit européen atteignait 21,4 milliards de francs.

Alors aujourd'hui, contre l'Angleterre, les neuf autres Etats en appellent à l'Europe, et à l'esprit communautaire. Mais en fait d'Europe, chaque Etat capitaliste défend ses propres intérêts, ses propres vaches, ses propres poissons, son propre acier, ses propres oignons ! Du moins ceux de ses capitalistes et possédants nationaux : les gros de l'agriculture comme les gros de l'industrie.

Et cela avec d'autant plus de rapacité que la crise économique réduit d'autant la marge de manœuvre. Ce n'est pas le système capitaliste qui instaurera la vraie vie en communauté !

Jean-Jacques LAMY

## Le merlu qui a bouché la frontière franco-espagnole

Si les pêcheurs Basques espagnols voulaient que leur protestation contre les autorités maritimes françaises soient entendues et remarquées, on peut dire qu'ils ont réussi : c'est la paralysie du trafic routier entre la France et l'Espagne.

Aidés sans doute par des militants basques nationalistes qui règlent leurs comptes avec le gouvernement français, jugé trop conciliant avec la police espagnole, les pêcheurs basques ont incendié des camions français et provoqué la colère des routiers.

« Nous ne sommes pour rien dans ce conflit », ont dit ces derniers. Eh oui ! Et pour y être pour quelque chose, ils

ont bloqué la frontière, paralysant des milliers de gens qui n'y étaient pour rien non plus.

Lorsque les douaniers italiens avaient fait leur grève du zèle il y a quelques semaines, ils avaient lésé les routiers qui « n'y étaient pour rien », lesquels avaient bloqué des millions d'automobilistes qui n'y étaient pour rien... Lorsque les viticulteurs français du Midi incendient ou vident des camions espagnols, les routiers espagnols « n'y sont pour rien ».

Bref, il serait temps que « ceux qui n'y sont pour rien », au lieu de s'emm... entre eux, se retournent vers ceux qui y sont vraiment pour quelque chose.



## Elections européennes

### La droite s'emmêle

Les longues et laborieuses tractations entre l'UDF et le RPR, menées à l'instigation de Chirac et de Simone Veil sous l'œil réprobateur de Giscard et de Barre, ont abouti : la droite présentera donc une liste unique aux élections européennes de juin. Cette liste sera conduite par Simone Veil et comporte autant de RPR que d'UDF, les uns aux numéros pairs les autres aux numéros impairs.

Cet entrelardage égalitaire entre les deux formations de droite favorise en fait le RPR. Aux précédentes élections européennes, il n'avait obtenu que 15 sièges contre 25 à l'UDF. Les élections ne lui en donneront peut-être pas plus, mais au moins il n'en aura pas moins que l'UDF !

Mis à part les trois grands chefs (Chirac, Giscard et Barre) qui se réservent pour les présidentielles, on retrouve sur la liste tous les ténors de la droite, de Pons à Lecanuet en passant par Poniatowski et Juppé. Pratiquement tous les maires des grandes villes tenues par l'opposition s'y retrou-

vent. Mais il y a aussi des représentants des diverses catégories de petits bourgeois qui ont manifesté ces derniers temps contre le gouvernement. Ainsi on y trouve Nicole Fontaine, déléguée auprès du secrétariat général de l'Enseignement catholique (à nous les voix des calotins, des Versaillais !). On y trouve Michel Debatisse, ancien président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (à nous veaux, vaches, cochons, couvées !).

On y trouve aussi Robert Hersant, grand défenseur des libertés, et magnat de la presse, dont les journaux adopteront dans ces élections l'impartialité dont ils sont coutumiers...

Bref, c'est une liste en béton (il n'y a pas de routier, toutefois ; un oubli ?) qui devrait permettre de « ratisser large » et faire sortir, le jour du scrutin, tous les électeurs potentiels de la droite. Comme dirait le chanoine Guiberteau, cette liste est une bonne introduction à la vie des votes.

Alain LEMART

### Comment boucher un trou avec du vide ?

L'approche des élections européennes, la désaffection d'une partie des électeurs pour la gauche — électeurs que ne semble pas toujours récupérer la droite si on en croit les sondages —, tout ceci fait naître les espoirs dans ce qu'il est convenu d'appeler le centre. Peut-être ces électeurs de gauche déçus qui ne voudraient ni s'abstenir ni voter à droite voteraient-ils pour une liste centriste mi-chèvre mi-chou, pas vraiment dans la majorité sans être vraiment non plus dans l'opposition, dans la bonne vieille tradition radicale-socialiste ?

Puisqu'il semble exister un créneau, il s'est donc trouvé des politiciens pour y monter. Tout d'abord deux vieux routiers de la politique à retournements multiples. Les deux Faure (Edgar et Maurice) s'étaient dit qu'une place était à prendre (une place pour deux...),

mais pas trop sûrs de leurs charmes désuets, ils cherchaient une tête d'affiche capable de drainer les électeurs. Ils cherchaient aussi de l'argent. Après de multiples essais on parla d'Yves Montand et même de Jean-François Kahn. Mais finalement tout ce beau monde s'est dégonflé.

Sont alors montés en piste les radicaux de gauche associés aux radicaux de droite qui ont pris le relais, mais qui cherchent eux aussi l'homme providentiel, cet homme rare, modéré, partisan du juste milieu, et connu tout à la fois. On en est au duo Dubin (MRG) - Stirn (radical de l'opposition). Ce dernier, malgré les menaces de sanctions de son parti qui soutient la liste Veil, serait partant. Mais ce n'est tout de même pas bien fameux tout ça.

L. HECTOR

## Libérer l'école des Labbé évêques et jésuites socialistes

Savary a refait un énième « avant-projet de loi » sur « Les rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements privés ». Il a été remis entre les mains des divers responsables de l'éducation, et le Parlement devrait en discuter un jour.

Les points en litige sont toujours les mêmes.

Ce qui blesse le plus les « laïcs » — enseignants, élus ou hommes politiques de gauche — c'est le financement des écoles privées par les municipalités. Des maires socialistes sont évidemment parmi les plus mécontents. Mais des enseignants sont amers aussi. Ils ont été trahis par leurs propres illusions dans les promesses socialistes et mitterrandistes d'unification de l'enseignement dans un « vaste service public ». Ce n'est plus à l'ordre du jour. Aussi, le CNAL (Comité National d'Action Laïque, qui regroupe entre autres la Fédération de l'Education Nationale, le Syndicat National des Instituteurs et professeurs de collèges, la Fédération Nationale des Conseils de Parents d'Elèves des écoles publiques, et la Ligue de l'Enseignement) appelle à cent rassemblements, dont un à Paris pour le 25 avril prochain. Le Parti Communiste a dit qu'il s'associait à l'appel. Le bureau exécutif du Parti Socialiste, réuni le 21 mars, a décidé d'appeler ses adhérents à s'y associer

aussi. Mais certains dirigeants ont beaucoup hésité, paraît-il. Ils « auraient attiré l'attention du bureau sur la nécessité de mesurer toutes les conséquences d'une telle participation au cas où les députés socialistes n'auraient pas la possibilité d'amender le texte du gouvernement », écrit *Le Monde* ! Eh oui, les militants socialistes pourraient dénoncer dans la rue ce que les députés socialistes votent, sur proposition du ministre socialiste ! Les socialistes ont un problème de conscience, comme dit Popere !

Les partisans de l'école privée, de leur côté, ne se disent pas heureux non plus, ou pas tout à fait. Et là, il faut distinguer les responsables de l'enseignement catholique et les dirigeants politiques de la droite.

Les premiers n'ont plus vraiment de motifs d'insatisfaction. Savary a renoncé à la fonctionnarisation des enseignants du privé, dans l'immédiat du moins. Les maîtres du privé devraient des contractuels avec un nouveau statut, et pourraient opter pour la fonctionnarisation, mais dans six ans seulement. Bah, d'ici là... ! Et de toute façon, ce n'est pas le Parlement qui pourra décider de la chose, qui serait tranchée par décret gouvernemental.

Moins enthousiastes sont — ou se disent — les dirigeants des partis de

droite, chiraquiens en tête. L'école privée est un cheval de bataille politique contre le gouvernement, et ils ne tiennent pas à s'en laisser désarçonner, surtout à trois mois des européennes. Alors, ces don Quichotte continuent à batailler contre les moulins à vent d'une prétendue « nationalisation socialo-communiste de l'éducation ». Ils se disent préoccupés du sort de l'école publique aussi, car le camp des laïcs compte des électeurs !

Et dans leur croisade politique, les dirigeants du RPR s'en prennent à l'épiscopat. Labbé (Claude)... contre les évêques ! Ces derniers outrepasseraient leurs prérogatives en se posant en interlocuteurs privilégiés du pouvoir. La question de l'école serait une affaire politique qui concerne d'abord les députés : ce sont eux qui légifèrent et pas les prêtres !

Bref, au sein de cette bourgeoisie et petite bourgeoisie de droite et socialement réactionnaire, on ne sait plus à quels saints se vouer... pour que le miracle de la multiplication des bulletins de vote se produise.

Philippe NATIER

### La PJ s'agite

Les « Starsky et Hutch » nationaux ne comprennent plus : tant de dévouement au service de la justice, de l'Etat, des citoyens et de leur sécurité, et se voir déplacés, limogés sans autre forme de procès, il y a de quoi hurler !

Si Jacques Genthial, ce grand responsable de la police judiciaire, vient d'être démis de ses fonctions, sur intervention de l'Elysée dit-on, lui ne crie pas mais la presse de droite le fait pour lui.

L'affaire a fait du bruit dans le Landerneau du quai des Orfèvres : pétitions, proclamations, déclarations ont fleuri. C'est que ce responsable de la police parisienne aurait été très aimé des magistrats, des commissaires, des inspecteurs, des enquêteurs, des plantons, même, de la Brigade

criminelle... et de Chirac aussi, laissent entendre certains journaux.

Nous ne savons pas quelle thèse est à retenir sur le pourquoi et le comment du remue-ménage dans les hautes sphères de la PJ. Force est de constater que tout déplacement devient vite affaire d'Etat. Toute mutation ou licenciement, un drame. La presse n'en fait pas tant pour chacun des travailleurs déplacés ou licenciés en France.

Et ce qui est sûr, c'est qu'une certaine mésentente demeure et persiste entre les gouvernants de gauche — ministre de l'Intérieur ou président de la République — et la hiérarchie policière. La police reste à coup sûr un Etat dans l'Etat... et tient à ce que les choses restent en l'état !

### Pas d'immixtion dans les affaires « Intérieur »

Dans les municipalités où une plainte a été déposée pour fraude électorale, il n'y a pas eu automatiquement de nouvelles élections. Souvent, très souvent, mais pas toujours.

Ça n'a finalement pas été le cas à Marseille où le Conseil d'Etat, suprême juridiction, a décidé de valider le scrutin municipal de mars 1983.

Le dossier de la droite et du commissaire du gouvernement était-il si solide qu'ils l'ont dit ? Cinq présidents de bureau de vote avaient-ils vraiment voté deux fois, une fois là où ils étaient inscrits, une autre là où ils présidaient ?

Il faut croire que non. Car l'honnêteté du Conseil d'Etat n'est pas à mettre en cause, ni ses enquêtes scrupuleuses qui ont conduit déjà à tant d'annulations en défaveur de la gauche, ni sa Defferre...ence, probablement, à l'égard du maire de Marseille. Ministre de l'Intérieur, qui plus est.



## Vacherie de société !

Alors que les pays pauvres vivent à l'heure de la malnutrition et de la faim, l'Europe agricole du Marché commun, elle, vit à l'heure des excédents. Et ces excédents ont atteint un degré tel que les finances de la CEE menacent de ne plus suivre.

Alors, après avoir payé pour stocker, payé pour vendre, payé pour détruire, ou pour ne pas produire ce qu'on ne pouvait plus vendre, les ministres de l'Agriculture de la CEE ont décidé une réduction de la production laitière.

Et si les prix garantis, les subventions à l'exportation et autres primes destinées prétendument à garantir le revenu des agriculteurs ont surtout garanti les bénéfices des plus riches, agriculteurs et industriels des produits laitiers, tout porte à croire que les mesures de réduction de production annoncées pèseront d'abord sur les plus pauvres.

Alors le gâchis laitier est bien à l'image du gâchis de la société capitaliste, d'une société incapable de satisfaire les besoins des hommes, de tous les hommes, parce qu'elle travaille pour les profits de quelques-uns.

Le problème des excédents de la production laitière européenne n'est pas nouveau, c'est le moins qu'on puisse dire. En fait, depuis 1968, date de mise en œuvre du Marché commun pour les produits laitiers, la production européenne a été régulièrement excédentaire. Et comme depuis cette date la production laitière n'a pas cessé de progresser, la situation de ce point de vue n'a pas cessé d'empirer.

## Bravo les vaches !

Cette croissance régulière de la production des produits laitiers dans les pays de la CEE est le résultat d'un accroissement régulier des rendements : alors qu'une vache européenne produisait, en moyenne, 2000 kg de lait par an en 1950, elle en produisait 3950 kg en 1978, soit près du double.

En fait, ces moyennes recouvrent des « performances » vachères très inégales, puisque dans les exploitations les plus modernes — où les investissements sont les plus importants — la production par an et par vache peut atteindre jusqu'à 5000 kg. Et l'accroissement des rendements a été surtout le fait des exploitations les plus modernes, les plus riches en capital. D'ailleurs il s'est accompagné d'un mouvement de concentration des exploitations et de la disparition d'un grand nombre de petits exploitants.

En France, en 1972, il y avait 457 600 exploitations ayant moins de 10 vaches ; huit ans plus tard, en 1980, il n'y en avait plus que 227 300. A l'inverse, en 1972, il y avait 2 200 exploitations de plus de 50 vaches, mais il y en avait 9 100 en 1980.

A l'échelle de l'Europe de la CEE, durant la dernière décennie, 150 000 exploitations ont cessé de fournir du lait. Et de 1973 à 1979, le nombre des éleveurs laitiers a diminué de 600 000, c'est-à-dire du quart.

Pourtant, malgré cette évolution, la production laitière en Europe, et en particulier en France, reste un domaine dont vivent un grand nombre d'agriculteurs, et en particulier des plus petits, qui ne doi-

vent leur maintien qu'à cette production.

Les exploitations de moins de 15 vaches en France représentent 45 % du nombre total des exploitations, fournissant 16 % du lait collecté (alors que les exploitations de 30 vaches — ce qui est considéré comme le « seuil de rentabilité » — ne représentent que 17,9 % des exploitations et fournissent 46,5 % du lait collecté).

Et à l'échelle de l'Europe, la production laitière — qui est la première production agricole de la CEE — concerne un tiers des agriculteurs.

C'est bien là qu'est le problème pour les gouvernements des pays de la CEE : toute mesure tendant à limiter la production agricole risque de se heurter à une mobilisation des dizaines de milliers de producteurs de lait.

## Des mesures bidon

Si les excédents laitiers ne sont pas une nouveauté en Europe, les mesures prises pour tenter de les réduire ne sont pas nouvelles non plus.

Il y a eu des mesures au niveau des prix : on a limité d'une année sur l'autre la hausse des « prix indicatifs », fixés au niveau de la CEE pour le lait vendu par le producteur à la laiterie, ou celle des « prix d'intervention », c'est-à-dire des prix d'achat, par les organismes communautaires, des invendus (sous forme de beurre ou de lait écrémé en poudre).

Il y a eu aussi de multiples subventions : subventions à l'exportation, subventions pour l'utilisation du lait en poudre pour l'alimentation animale, subventions pour la distribution de lait dans les écoles, ou la consommation de beurre à prix réduit à l'armée ou dans les hôpitaux. Des subventions, allant jusqu'à 70 % du prix normal, ont encouragé l'utilisation du beurre pour l'industrie de la boulangerie, de la biscuiterie, des crèmes glacées.

Il y a eu aussi des primes : primes de non-commercialisation du lait ; prime pour la reconversion des troupeaux vers la production de viande ; prime pour l'abattage des vaches (au cours des dernières années, plus de 300 000



vaches ont été ainsi « retirées de la production »).

Depuis 1977, la taxe de co-responsabilité, payée par les producteurs sur les quantités de lait livrées aux laiteries, et destinée à aider au financement des mesures d'intervention sur le marché, était censée avoir un effet dissuasif.

## Le lait déborde

Mais toute cette panoplie de mesures s'est révélée impuissante : la production a continué à augmenter.

En 1983, le marché s'est encore rétréci, du fait du ralentissement des échanges mondiaux, en particulier de la diminution des importations des pays de l'OPEP et des pays sous-développés.

En juillet 1983, la CEE stockait 650 000 tonnes de beurre (soit 400 000 tonnes de plus que l'année précédente) et plus d'un million de tonnes de poudre de lait (le double de 1982).

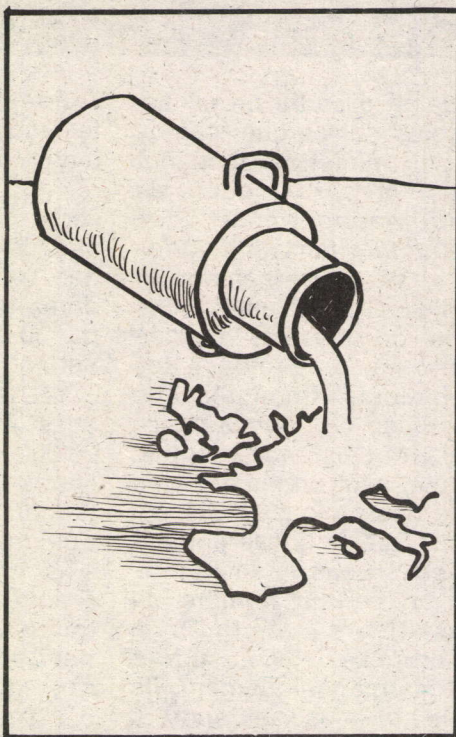
Au total, les excédents laitiers coûtent cher, en subventions, primes, stockage, etc. : jusqu'à 70 % du budget total de la CEE !

C'est pour tenter de réduire ces dépenses que les ministres de l'Agriculture des pays



Rocard au Salon de l'Agriculture 1984

Manifestation de producteurs de lait à Rennes le 12 mars dernier



de la CEE viennent de décider d'instaurer des quotas de production. La production européenne, qui a atteint 103 millions de tonnes en 1983, devrait être plafonnée à 98,8 millions de tonnes.

## L'écrémage des éleveurs

En France, ce sont les laiteries, chargées d'assurer la collecte du lait, qui seront chargées d'appliquer ces quotas.

Cette nouvelle mesure sera-t-elle plus efficace que toutes les autres ? Tout laisse penser, en tout cas, qu'elle pèsera plus sur les petits producteurs que sur les gros.

Même si elle était appliquée de manière égalitaire, une réduction de la production n'aurait de toute façon pas le même effet pour une grande exploitation qui, à coups d'investissements, a développé sa productivité et ses bénéfices, et pour une petite exploitation déjà au-dessous du « seuil de rentabilité ».

De fait, la seule façon juste d'appliquer une telle mesure consisterait à la répartir non sur la masse des petits

producteurs, qui vivent plutôt mal que bien de leur production, mais sur les gros producteurs, qui peuvent puiser sur leurs bénéfices.

Ce n'est pas le projet gouvernemental.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Bruxelles à la fin du mois dernier, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, René Souchon, a annoncé la couleur. Rappelant que 40 % des producteurs avaient plus de 55 ans, 16 % plus de 60 ans et 10 % plus de 65 ans, il déclarait : « C'est dans cette caractéristique que réside notre marge de manœuvre. Il ne faut pas bloquer la modernisation des petites et moyennes exploitations ». Autrement dit, il s'agit de pousser à la retraite — ou à la pré-retraite — les vieux agriculteurs et leurs vaches. Il s'agit aussi, sous couvert de favoriser la modernisation, d'aider à vivre et investir les exploitations les plus rentables, celles qui sont déjà les plus riches.

Ce n'est pas un hasard, sans doute, si le secrétaire d'Etat de Rocard a comparé « le problème laitier (...) à celui de la restructuration industrielle qui se pose dans la sidérurgie et dans les chantiers navals » : dans les deux cas, les ministres veulent mener la même politique, celle des riches contre ceux qui ne le sont pas.



# « Aide au retour » ou « perte au retour » ?



Dans le cadre de la discussion sur ce que Mauroy et ses ministres appellent « les mesures sociales d'accompagnement des restructurations industrielles », le gouvernement et L'UNEDIC prépareraient une série de mesures concernant l'« aide au retour » des travailleurs immigrés. Le quotidien *Les Echos* du 20 mars, et *Le Monde* vendu le même jour donnaient une idée des projets en discussion. Que le gouvernement et les patrons veuillent inciter un certain nombre de travailleurs immigrés à repartir chez eux, et surtout que, démagogiquement, ils veuillent laisser entendre à la population française que la situation de l'emploi serait meilleure si des travailleurs immigrés partaient — autrement dit que les immigrés seraient un tant soit peu responsables du chômage — c'est évident. Mais que le gouvernement et les patrons s'apprentent à réellement « aider » les travailleurs immigrés, à mettre le prix de leur politique, à donner aux immigrés qui voudraient partir leur dû, certainement pas.

L'« aide au retour » envisagée actuellement par le gouvernement — et les directions de certaines entreprises automobiles qui tâtent le terrain — s'élèverait à un montant total de quelque 70 000 à 100 000 F, nous dit-on. C'est le chiffre donné, le chiffre officiel et apparent... dont il y a pourtant quelques déductions à faire !

Les entreprises, d'abord, verseraient aux immigrés licenciés volontaires pour le départ — à tous, et pas seulement à ceux des secteurs dits critiques de la sidérurgie, mines ou chantiers navals — une aide en nature ou en espèces qu'on nous dit pouvoir s'élever à 20 000 ou 30 000 F. Mais seraient englobées dans cette somme les indemnités de licenciement que

l'entreprise aurait dû de toute façon verser... ce qui en réduit d'autant le montant réel. L'« effort », patronal serait donc moins méritoire que le montant apparent de l'« aide » ! Il serait donc inférieur à ces 20 000 ou 30 000 francs dont on parle.

L'UNEDIC fournirait aussi un pécule de quelque 20 000 F. Mais cette somme serait inférieure à ce que l'organisme aurait à payer aux immigrés licenciés, s'ils restaient chômeurs en France. Elle serait même inférieure de la moitié ou du tiers, et ne s'élèverait qu'à six ou neuf mois d'allocations-chômage dues. En matière d'« aide », donc, encore une... escroquerie, puisque les immigrés qui partiraient dans ces conditions financeraient encore l'UNEDIC, pour laquelle ils ont déjà cotisé !

Reste enfin le troisième volet de la prétendue « aide » : la participation de l'Etat, qui pourrait s'élever à quelque 20 000 à 30 000 F (le nombre d'enfants résidant en France ainsi que l'ampleur du déménagement entraineraient en ligne de compte). Mais là encore cette somme serait de fait une compensation probablement faible par rapport à ce que l'Etat ou les communes versent pour les travailleurs immigrés comme pour les autres — ce qui est tout à fait normal — en logement, éducation, transport par exemple. Alors là encore, l'Etat prévoit-il d'« aider » ceux qu'il cherche à chasser, ou de s'aider lui-même, en s'épargnant à l'avenir un certain nombre de dépenses ?

Bref, ces 70 000 à 100 000 F que le gouvernement et l'UNEDIC font miroiter — somme déjà peu brillante — correspondent à une « aide » réelle bien inférieure à cette somme. Peut-être même s'agit-il d'une perte sèche... en plus de la

perte de l'emploi !

Les travailleurs immigrés savent compter. C'est probablement ce qui explique que si peu d'entre eux jusqu'à présent aient répondu aux appels d'offres des directions de Citroën et Renault !

Chez Citroën, où la direction a avancé le chiffre de 60 000 F de prime au départ, quelque 600 travailleurs se seraient dit intéressés. Chez Renault, dont la devanture un peu plus « sociale » fait que la direc-

tion propose un tantinet plus en argent et beaucoup plus en palabres, les candidats au retour semblent encore moins nombreux : quelques dizaines seulement ! Les travailleurs ne sont pas dupes. Avec la complicité du gouvernement, les patrons s'apprentent à les voler plutôt qu'à les aider. Alors, ils ne se bousculent pas au portillon, et ils ont raison.

Bref, si le journal *Les Echos* présente ce programme dit d'« aide au

retour » comme une fusée à trois étages — étage entreprise, étage UNEDIC et étage étatique —, c'est une fusée dont le lancement est mal parti.

C'est d'ailleurs aussi l'opinion de leurs camarades français. A Renault-Flins, par exemple, l'annonce des mesures a été accueillie avec le même scepticisme par Français et immigrés, unanimes pour penser que, vraiment, ça ne valait pas le coup !

## « L'aide au retour »... sauce Renault

Le vendredi 16 mars, la direction de la Régie Renault convoquait les organisations syndicales pour une nouvelle réunion sur l'« aide au retour » des travailleurs immigrés volontaires.

Depuis deux mois, la direction de la Régie tente de tâter le terrain : elle avait d'abord fait un appel aux immigrés par voie d'affiche, les invitant à venir se renseigner auprès des chefs. Puis elle a tenté de discuter la chose avec les syndicats, plus que prudents. Jusqu'à nouvel ordre, elle ne peut pas se targuer d'un nombre un tant soit peu significatif d'immigrés qui voudraient partir et seraient réellement prêts à négocier leur départ.

Sur le contenu des dernières propositions faites par la direction, nous donnons des extraits d'un tract de la CFDT diffusé le lundi 19 mars à Flins. Il y a beaucoup de futurs et de conditionnels dans ce compte-rendu, révélateurs des projets encore vagues d'une direction-marchand de tapis qui voudrait faire mine de faire du « social »... mais surtout pas trop !

« Vendredi dernier, la CFDT Renault Flins était à cette réunion à Billancourt.

D'abord, M. Richard a rappelé les principes suivants :

— Départ basé sur le volontariat.

— Cette possibilité de départ est offerte à tous les immigrés, sauf à ceux qui ont la double nationalité.

— Ces propositions sont permanentes et concernent, dans un premier temps, Flins et Billancourt.

— Dans un premier temps, cela concernera une trentaine de personnes à Flins et autant à Billancourt.

Après ce rappel, voici les propositions de la direction :

Ces propositions s'inscrivent dans une enveloppe globale d'un montant de 60 000 F (cette somme inclurait toutes les propositions gouvernementales qui pourraient être faites. Si le gouvernement accordait, par exemple, 40 000 F, la Régie Renault ne donnerait que 20 000 F).

En plus, la direction prendra en charge, à concurrence de 10 000 F maximum, les frais de voyage et de déménagement.

D'autre part, un projet gouvernemental de rachat définitif de la carte de séjour et de travail serait actuellement à l'étude. On parle de 10 000 F pour cet achat. (...)

L'enveloppe de 60 000 F pourrait être utilisée de la façon suivante :

— Achat de 1 ou 2 véhicules du

groupe Renault.

— Achat de matériel artisanal ou agricole Renault.

— Aide technique au pays, dans le cadre d'un retour collectif.

— Formation de courte durée (6 semaines) liée à l'utilisation du matériel (cette formation coûtera 2 000 F la quinzaine).

— Allocation de réinsertion, composable avec les autres formules ci-dessus, le total s'élèverait à 60 000 F. (S'il n'y a pas d'achat de véhicule, de matériel agricole ou artisanal, de formation, etc., l'allocation de réinsertion s'élèverait à 60 000 F).

D'autre part, la Régie proposerait :

— Des possibilités de prêts à taux bonifié.

— Des possibilités de formation de longue durée, à condition que l'intéressé s'engage à quitter l'entreprise. Dans ce cas, l'enveloppe globale de 60 000 F ne serait pas attribuée.

— Possibilité d'un congé sans solde, d'une durée maximum de six mois, comme période d'essai de réinsertion. Dans ce cas, un versement de 8 000 F pourrait être accordé à titre d'acompte qui serait remboursé sur plusieurs mois, en cas de réintégration dans l'entreprise.

Mais si le départ est effectif, la somme de 8 000 F serait à valoir sur l'enveloppe globale ».



# A quand le coup de colère ?

**L**ES prix ont beaucoup augmenté en février. En un an, l'inflation aura largement dépassé les 5 % fixés par Delors, ce qui n'empêche pas patrons et syndicats de « négocier » des augmentations de salaires de 3 à 4 % seulement pour 1984.

Mais elles ne tomberont même pas immédiatement. Chez Peugeot où les salaires étaient traditionnellement augmentés en mars, ils ne le seront pas cette année ; ce sera pour une date ultérieure. C'est pareil chez Renault où aucune augmentation de salaires n'est prévue avant juin alors que les prix des voitures viennent d'augmenter.

En matière de salaires, patrons et gouvernement inventent et appliquent toutes les formes « d'effet report » comme ils disent, qui consistent à augmenter les salaires le moins possible et le plus tard possible, tandis que les prix augmentent beaucoup et sans relâche.

Et en reportant au second semestre 1984 la plupart des hausses effectives des salaires, les patrons et les ministres bloquent les salaires de fait. Mais par-dessus le marché, ils se donnent les moyens d'annoncer dans quelques mois un nouveau plan d'austérité, un nouveau blocage des salaires, officiel après des élections européennes par exemple !

Et le niveau de vie de la classe ouvrière est diminué par le chômage aussi, qui entraîne une diminution brutale des ressources.

On vient d'annoncer 58 000 demandeurs d'emploi supplémentaires pour le mois de février. Les statistiques officielles donnent maintenant le chiffre record de 2 200 000 chômeurs dans le pays. Mais tout le monde sait qu'elles sont truquées, qu'elles ne tiennent pas compte des chômeurs partiels, des jeunes ou moins jeunes en stage, des vieux en pré-retraite, de ceux qui ne comptent plus parce qu'on les a rayés des listes, et qu'on ne leur verse plus rien.

Alors oui, la classe ouvrière s'appauvrit ; ses ressources et son niveau de vie baissent considérablement par tous les bouts. Le total de la masse salariale rétrécit comme peau de chagrin tandis que les prix, eux, augmentent. Et la différence, il y a bien des gens qui se la mettent dans la poche, des possédants et patrons qui maintiennent leurs profits et leur train de vie. Eh oui, le pays en compte, de ces gens « haut de gamme » qui ont les moyens de s'acheter une Renault 25, et bien d'autres choses, les moyens de se faire ouvrir un compte en banque en Suisse ou aux Etats-Unis, ou les moyens de se faire ouvrir un coffre en France, par le « gang des postiches ». Car les fortunes, elles, ne sont pas postiches.

Mais c'est ce qu'on appelle la « liberté d'entreprendre ». Et le gouvernement socialiste qui disait vouloir peser sur la société pour un avenir de mieux-être, pèse en fait sur les salaires pour les freiner, sur les prix pour leur donner les coups de pouce qui aident les industriels.

Alors oui, ils profitent tous de la situation, possédants et ministres à leur service, parce que les travailleurs ne se mettent pas en colère. Et la gauche le paye, en particulier par un recul sur le terrain électoral qui permet de penser qu'elle ne sera plus majoritaire en 1986.

Mais Mitterrand s'en fiche puisqu'il restera président. Il a acheté le Parti Socialiste, il y a une dizaine d'années, pour s'en faire un paillason à l'entrée de l'Elysée. Et il continue à s'y essuyer les pieds, à y débarrasser ses semelles de tous les restes d'une prétendue politique sociale, d'une prétendue politique laïque.

Le Parti Socialiste, dont les dirigeants sont complices, le paye en perdant du crédit et des municipalités.

Le Parti Communiste le paye de la même façon, ou plus encore, parce qu'il avait plus de crédit auprès des travailleurs et des plus pauvres.

Et les syndicats aussi le payent par la perte d'adhérents et même de militants qui ne comprennent plus la politique de leurs dirigeants.

Mais surtout, la classe ouvrière toute entière paye le prix fort, tant qu'elle ne se décide pas à se fâcher vraiment contre des dirigeants et des organisations qui ont les deux pieds dans le gouvernement. Tant qu'elle ne sait pas se mettre en colère.

(Editorial des bulletins d'entreprise).

## DANS LES ENTREPRISES

Renault-Véhicules-Industriels

### Les suppressions d'emplois annoncées

La direction de Renault-Véhicules-Industriels a fait connaître officiellement son plan visant à supprimer 3 750 emplois.

Les travailleurs immigrés qui voudront retourner dans leur pays bénéficieront des mêmes mesures que l'ensemble des immigrés du groupe Renault, soit une prime de 60.000 F et une indemnité de déplacement de 10.000 F maximum.

Pour les travailleurs qui partiront en pré-retraite à 55 ans, les conditions financières ne sont pas encore fixées et on ne sait pas s'ils toucheront autant que ceux qui partent actuellement.

Quant aux travailleurs qui ont plus de 5 ans d'ancienneté et qui veulent quitter l'entreprise, il y a plusieurs possibilités : des congés sans solde de un à trois ans, possibilité d'aller travailler dans une autre entreprise pendant trois ans, des aides à « la mobilité géographique » si on accepte d'aller travailler dans une autre usine RVI, des aides à la « création d'entreprise », des aides à la formation.

Et puis il y a les aides à la « reconversion », c'est-à-dire une somme de 50.000 F



versée à ceux qui partent réaliser « un projet individuel » et qui toucheront ainsi des indemnités de licenciement, leur départ volontaire étant considéré comme un licenciement économique. Un ouvrier professionnel ayant dix ans d'ancienneté toucherait entre 70.000 F et 90.000 F au total, imposables.

Ça ne fait donc finalement pas lourd. Et ceux qui se disaient pressés de partir à l'annonce des suppressions d'emplois ne se sont pas en fait précipités pour s'inscrire : ils réfléchissent et font leurs comptes.

C'est parmi les travail-

leurs immigrés qu'il y a le plus de candidats au départ, car ils ont peur d'être un jour jetés dehors sans rien du tout. Mais beaucoup hésitent et trouvent qu'on ne leur donne vraiment pas grand-chose : « On a de quoi aller jusqu'à Marseille », disent certains. Quant aux quelques travailleurs français qui se sont inscrits, ils ont pour la plupart un autre travail en vue. Alors, ça ne se bouscule pas, et il n'est pas dit que la direction trouvera facilement autant de volontaires au départ qu'elle le souhaite.

Correspondant LO

## Orléans

### Des centaines de licenciements annoncés en quelques semaines

En quelques semaines, la situation de l'emploi s'est considérablement aggravée à Orléans et dans le Loiret. De 7 000 en janvier, les chômeurs seront peut-être bientôt 8 000.

De nombreuses entreprises orléanaises annoncent des licenciements allant du tiers à la moitié de leur personnel.

Ce fut d'abord une cinquantaine de licenciements annoncés à la conserverie Maingourd. Les syndicats firent pendant des jours et des jours des contre-projets économiques, mais la direction resta sourde à tous les arguments et les licenciements sont en voie de devenir effectifs.

Puis ce fut 95 licenciements annoncés à l'ACEO (ex-UNELEC), une entreprise de construction électrique. Cette usine, d'abord

nationalisée avec le groupe CGE fut recédée au privé, à Leroy Somer. Les 95 « licenciés » furent d'abord placés en chômage total durant quelques semaines ; aujourd'hui il est question de licenciements tout court.

Une autre petite usine de la métallurgie, Malichaud, annonce aussi 95 licenciements. Puis c'est le tour de l'entreprise de Construction et de Travaux Publics Bornhauser. 138 licenciements sont prononcés et une reprise du restant de l'usine par le groupe Fougerolles est surbordonnée à la mutation à Vélizy de deux délégués CGT. Sinon, l'ensemble des 160 emplois restant à Orléans seront supprimés.

Si l'on ajoute à cela les faillites ou les fermetures de nombreuses petites entreprises, du bâtiment en

particulier, et les menaces de plusieurs centaines de suppressions d'emplois à la CEPEM (la plus grosse entreprise métallurgique d'Orléans), on voit que le chômage va devenir d'ici peu une réalité pour une grande partie des familles ouvrières de la ville.

Jusqu'ici, à part quelques manifestations isolées et des démarches discrètes à la préfecture, au ministère de l'Industrie et auprès des deux députés PS d'Orléans, rien n'a été organisé pour que les travailleurs menacés ou touchés risquent ensemble.

La CGT et la CFDT organisent le 23 mars une manifestation sur le thème de l'emploi. Mais, il semble pour l'instant que les querelles de boutiques soient bien plus leur préoccupation.

Correspondant LO



## La France terre d'asile

Deux ressortissants marocains, Salmani et Ziad, ont absorbé des éclats de verre et se sont tailladé le corps dans la maison d'arrêt d'Angers où ils étaient détenus. C'est par ce moyen désespéré qu'ils ont pu être admis à l'hôpital, au lieu d'être expulsés vers le Maroc comme les autorités françaises voulaient le faire le 19 mars.

Ces deux Marocains sont des militants islamiques qui sont accusés par les Français de falsification de passeport.

La France des « Droits de l'Homme », des généreux discours de Mitterrand et de Badinter, a

choisi de renvoyer ces militants dans leur pays où les emprisonnements, les tortures sont monnaie courante.

Mitterrand avait déjà fait interdire une manifestation des Marocains à Paris, protestant contre le régime de Hassan II, à l'occasion des récentes émeutes au Maroc. Maintenant il s'apprête à livrer des opposants aux autorités marocaines, pour plaire à Hassan II. Et tant pis pour les socialistes marocains, qui sont eux aussi condamnés par les tribunaux du Maroc ! Ah ! les « intérêts français » en Afrique, cela justifie bien quelques sacrifices...

## Travail d'armateurs

Le Comité central des armateurs de France se plaint de l'indifférence des pouvoirs publics à leur égard, souhaite davantage d'aides et en même temps refuse que « le transport maritime français soit régi par des mécanismes rigides ». Autrement dit : des sous, oui ; mais un contrôle et des règles, non. Cela n'est pas original.

Ce qui l'est plus, en revanche, c'est ce souhait des armateurs que « les pouvoirs publics leur donnent davantage de facilités pour transférer des navires sous des pavillons étrangers, plus économiques ou mieux adaptés à la défense d'un fonds de commerce, afin de mener une politique de souplesse et de mobilité ».

Autrement dit, les armateurs veulent de l'argent de l'État français pour faire naviguer leurs navires sous pavillon libérien ou panaméen, avec des équipages pakistanais ou marocains plus « mobiles » et surtout moins payés.

Allons, un peu de complaisance !

## Où se fourrier ?

Sur près d'un demi-million de véhicules présents dans Paris (dont 120 000 circulent simultanément), 150 000 sont en stationnement interdit. On a multiplié les policiers et les aubergines, devenues ensuite pervenches. Les contraventions ont fleuri. Des zones entières ont été élevées du rang de « stationnement interdit » à celui de « stationnement payant », d'autres à la qualité de « stationnement gênant »... encore plus cher ! Et comme un véhicule considéré, à tort ou à raison, comme gênant doit être dégagé, le problème des fourrières s'est posé. Devant l'engorgement et le temps perdu à transporter les voitures gênantes à des kilomètres du lieu de l'infraction, a été inventé l'ingénieux système des pré-fourrières, plus décentralisées, où la durée maximum de garde est d'un mois et demi.

Le préfet de police de Paris vient d'annoncer la mise en service prochaine de trois nouvelles pré-fourrières. Et il a donné des chiffres en sensible progrès pour cette activité sans doute lucrative concédée à des sociétés concessionnaires. Il y a eu en 1983, 46 000 enlèvements ; et on est passé d'une moyenne mensuelle de 3000 environ en début d'année à 5500 à la fin de l'année. Effectivement, le « service » s'améliore !

## Emeute contre le racisme



Le ghetto noir de Miami — Liberty City, qui n'a de libre que le nom — s'est une nouvelle fois insurgé contre un jugement scandaleux. Un jury entièrement blanc vient d'acquitter le policier blanc qui, lors d'un contrôle d'identité en décembre 1982, avait tiré sur un jeune Noir, Nevell Johnson. Ce dernier était décédé quelques jours plus tard.

A la suite de ce jugement, dans la nuit du 15 au 16 mars, la révolte a éclaté et la police a arrêté 282 personnes. Cinq

policiers ont été blessés.

Dans ce même ghetto, en décembre 1982, après la mort du jeune Nevell Johnson, l'émeute avait éclaté pendant trois jours. De même en 1980, dans des circonstances semblables : quatre policiers blancs ayant battu à mort un homme d'affaires noir avaient été acquittés... par un jury blanc.

A la racine de ces flambées de colère il y a toujours les mêmes causes : le racisme des policiers et de la justice des Blancs.

## Quand Chirac était à la corrida

Chirac déplore évidemment la politique agricole du gouvernement actuel et félicite ses amis de la FNSEA d'attiser les mécontentements et les manifestations.

Pourtant de juillet 1972 à mars 1974, où il exerça les fonctions de ministre de l'Agriculture, Chirac a été bien chahuté aussi.

En février 1974, juste avant qu'il échange son ministère avec Marcellin, qui était à l'Intérieur, la colère paysanne, provoquée par les négociations de Bruxelles (la commission proposait 7% d'augmentation des prix agricoles, alors que les paysans français réclamaient en moyenne 14% et 20% pour le bœuf), éclata en des dizaines de manifestations.

A Strasbourg, une génisse fut lancée dans l'enceinte du Parlement européen. A Fougères, les paysans tentèrent d'envahir la sous-préfecture et livrèrent de violentes bagarres contre les CRS.

Mais Chirac espère sans doute que les paysans auront la mémoire courte.

## L'enfant chéri de Reagan

Dans *Le Monde* du 21 mars, Reagan explique que « le président Mitterrand est bien l'un des dirigeants occidentaux dont j'apprécie le plus les positions concernant les rapports Est-Ouest ».

C'est vrai qu'en matière de politique extérieure, Mitterrand ne refuse pas grand-chose à Reagan ! C'est le seul chef d'État à avoir envoyé autant de soldats au Liban, pour rendre la tâche des soldats US

plus facile. C'est lui aussi qui utilise des paras pour jouer le rôle de gendarmes au Tchad, évitant ainsi aux USA d'avoir à se charger de ce sale travail, alors qu'ils ont déjà bien à faire en Amérique latine.

Oui vraiment, Reagan peut être content de Mitterrand. Ce dernier devrait recevoir aux USA un bien meilleur accueil que Mauroy en Espagne...

## Un député qui voit rouge

Un député du Parti Socialiste a protesté à la radio contre ce qu'il considère comme les excès de la campagne anti-alcoolique à la télévision.

La campagne « Bonjour les dégâts » est axée contre le vin, proteste le député. 700 000 agriculteurs vivent du vin en France. Mieux vaudrait que la campagne soit dirigée contre « les alcools étrangers, le whisky », dit-il !

Une précision utile : ce député est président du syndicat des producteurs de côtes du Rhône.

## Un cœur d'or

Christina, l'héritière d'Aristote Onassis, s'est mariée samedi dernier pour la quatrième fois, mais à Paris. « Elle essaie un Français ? » dit « *Libération* ». Un certain Thierry, dit le *Journal du Dimanche*, qui oublie de préciser le nom de famille : Roussel. Car l'époux est neveu et héritier de l'ancien P-DG du trust pharmaceutique Roussel-Uclaf et propriétaire d'une agence parisienne de mannequins.

Selon le *Journal du Dimanche*, après son troisième divorce, Christina Onassis s'était bien juré : « Tout ça c'est bien fini. Je ne pense plus qu'aux affaires ». Mais épouser un industriel de la pilule est peut-être un moyen de soigner sa déprime !



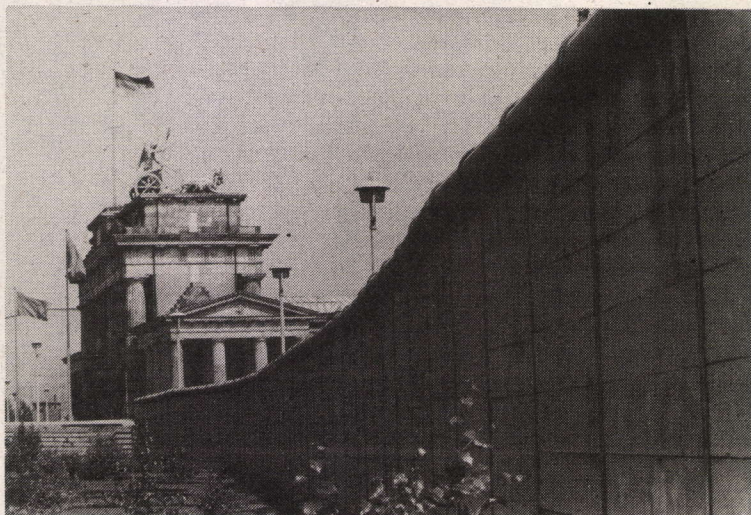
## Mur de Berlin :

# Pas imperméable aux profits sordides

Les hypothèses vont bon train, dans la grande presse de République fédérale allemande, sur les changements intervenus récemment dans les relations entre les deux Allemagne. L'heure est en effet désormais à la détente, à une volonté de multiplier les relations et les échanges. Et pas une occasion n'est perdue de part et d'autre de saluer les progrès intervenus dans les relations inter-allemandes. Ainsi, à l'occasion de la foire de Leipzig (RDA) qui s'est déroulée à la mi-mars, le ministre de l'Economie de la RFA, Otto Lambsdorff, a parlé de « climat de confiance » entre les deux Allemagne, et, Erich Honecker, actuel chef de l'Etat de la République démocratique allemande, s'est déclaré prêt à venir en visite officielle en RFA à la fin de l'automne 1984. Jusqu'à présent, les dirigeants de la RDA avaient repoussé d'année en année l'offre de se rendre en visite officielle en RFA.

Mais c'est le retournement d'attitude de la RDA vis-à-vis de ses propres ressortissants qui fait couler le plus d'encre. Des milliers d'Allemands de l'Est ont désormais la permission de quitter le pays. Et chaque jour, deux cents Allemands de l'Est selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*, jusqu'à cinq cents selon le journal *Die Zeit*, ont quitté Berlin-Est pour se rendre en Allemagne fédérale depuis janvier 1984. Cela représente un total de quatre mille personnes depuis le début de l'année, et cela pourrait atteindre plus de cinquante mille personnes pour l'année 1984.

En 1961 les dirigeants de la RDA édifièrent le mur de Berlin pour arrêter le flot incessant de gens qui fuyaient la zone Est. Selon le *Spiegel*, 2,7 millions avaient fui avant le 13 août 1961. Mais ce mur n'arrêta pas pour autant ceux qui voulaient partir. Jusqu'en 1966, plus de 10 000 Allemands de l'Est réussirent soit à forcer les barrages, soit à passer par un autre pays. C'est seulement quand le mur fut bardé de mines, de barbelés munis de machines à tir automatique, que les chiffres tombèrent. D'année en année cependant, plusieurs milliers de personnes trouvèrent le moyen détourné pour arriver à leur fin. Pour la seule année 1983, plus de 2 000 personnes réussirent à quitter l'Allemagne de l'Est. Et le moyen le plus sûr depuis le milieu des années 1970 était l'utilisation des représentations diplomatiques dans la zone Est, ambassades, missions diplomatiques occidentales, ainsi que la représentation de la RFA à Berlin-Est. C'est ce moyen que tenta d'utiliser



récemment la nièce du président du Conseil de la RDA, qui alla se réfugier à l'ambassade de la RFA de Prague. Ce qui fit un scandale, clos aujourd'hui par sa sortie très légale de RDA.

Cela dit, un nombre limité d'Allemands de l'Est eurent la possibilité de quitter le pays de manière légale, même juste après la construction du mur de Berlin : les retraités essentiellement, qui souhaitaient rejoindre leur famille à l'Ouest. Il y en eut 30 000 en 1963 et cela descendit jusqu'à 11 000 en 1969. Ce chiffre devait se stabiliser après que les deux pays eurent signé des accords sur ce point et chaque année quelques milliers de personnes pouvaient passer en RFA.

Durant les années 1970-1980, le nombre de demandes de départ de personnes s'appuyant sur la charte des Nations-Unies ou sur les accords d'Helsinki n'a cessé de croître. Elles étaient de 100 000 à 200 000 en 1976 et, 7 ans plus tard, elles s'élevaient à 500 000, soit 3 % de la population totale de l'Allemagne de l'Est.

Si les départs légaux ont permis à l'Allemagne de l'Est de se débarrasser de retraités, de bouches et de bras considérés inutiles, ses dirigeants monnaient en outre depuis vingt ans des hommes et des femmes contre des devises. Plus de 20 000 personnes auraient quitté ainsi le pays, et un barème de prix s'est constitué au fil des marchandages entre les deux pays.

Alors le « libéralisme » de Honecker, qui ouvre actuellement une brèche dans le mur et laisse émigrer ceux qui le souhaitent, satisfait ainsi quelques besoins financiers. L'Allemagne de l'Est est aussi touchée par la crise. Selon le journal

*Frankfurter Allgemeine*, les banques de la RFA auraient

estimé ses dettes brutes à 10,9 milliards de dollars à leur égard, en n'incluant pas le coût des intérêts, qui ferait monter la dette à 21 milliards de dollars.

Dans ce cadre, la vente d'hommes et de femmes désirant émigrer rapporterait quelques devises non négligeables. Par ailleurs, elle permettrait à la RDA de se débarrasser de gens qui menacent d'être un potentiel sérieux de désordre social.

Les prisonniers politiques s'achètent déjà fort cher : 40 000 Deutschmark selon le journal *Le Monde*, soit 120 000 F, en moyenne par personne. Le prix des autres est fonction de la situation sociale, de la formation professionnelle. Beaucoup de jeunes sont candidats au dé-

part, ainsi que beaucoup de médecins, dentistes, ingénieurs et techniciens, en particulier des techniciens supérieurs des villes de Berlin-Est, Dresde, Karl-Marx-Stadt. Et les enchères augmentent !

Alors on comprend que ce rapprochement inter-allemand intéresse au plus haut point les deux partenaires. Pour l'Allemagne de l'Est, il est un moyen de tenter de parer aux difficultés dues à la crise. Pour la RFA, une opération politique qui bénéficie au gouvernement du chancelier Helmut Kohl ; la façon dont la presse bourgeoise ouest-allemande parade à ce propos le prouve.

Marchandages humains sordides des deux côtés !

Marie ANTONIN

## Austérité au profit des banquiers occidentaux

Dans un article sur les pays d'Europe de l'Est, le journal *L'Expansion* estime que la croissance de la production s'y est « incontestablement accélérée en 1983 ». Mais, si reprise économique il y a, à qui profite-t-elle ? Le même journal affirme : « Les progrès accomplis ont servi avant tout à consolider les comptes extérieurs. Pour la population, l'heure est toujours à l'austérité ». Cette austérité se traduit de façon différente selon les pays.

En Allemagne de l'Est, les entreprises sont incitées à produire davantage en réduisant les effectifs. De telles mesures n'entraîneraient pas de chômage (il y a pénurie de main-d'œuvre), mais se traduiraient par une augmentation des cadences.

En Hongrie, l'augmentation des salaires, 4 à 4,5 % en 1983, et celle des prestations sociales n'auraient pas, loin de là, compensé l'augmentation des prix de certains produits indispensables, qui a atteint de 16 à 23 % pour le pain, l'huile, la viande, le sucre, le fuel domestique.

En Pologne, la plupart des produits de base continuent d'être rationnés. Le rationnement du beurre, qui avait été supprimé, a été réintroduit le 1<sup>er</sup> novembre dernier — la Pologne n'est pourtant pas loin de l'Europe du Marché commun ! Les prix alimentaires ont été relevés de 10 % il y a deux mois.

C'est en Roumanie que la situation semblerait s'être aggravée le plus durement. D'une part les rations ali-



mentaires auraient été diminuées de 15 % pour la viande, de 13 % pour la farine, pourcentage qui ne dit rien de la consommation de ces produits en valeur absolue ! D'autre part, les paysans qui cultivent leur lopin devraient fournir à l'Etat fruits, légumes, œufs, volailles. De mauvaises récoltes, mais aussi le développement des exportations agricoles, ont rendu la vie de la population beaucoup plus difficile. Et dans l'industrie, depuis septembre dernier, les salaires sont fixés uniquement au rendement, qui dépend de la production et de la productivité de l'entreprise. Le salaire de base garanti a été supprimé.

En pressurant ainsi une population déjà pauvre, le

gouvernement de Ceausescu espère faire payer à la population le montant prévu pour cette année du remboursement de la dette contractée par l'Etat roumain, sans demander un rééchelonnement, comme ce fut le cas ces deux dernières années.

« Les experts du FMI, écrit *L'Expansion*, sont paraît-il satisfaits de la Roumanie. Quoi d'étonnant, dès lors que le gouvernement roumain, comme ceux des autres pays de l'Est et comme ceux d'autres pays pauvres, impose à la population de se serrer la ceinture et de produire davantage pour que les banquiers occidentaux puissent passer à la caisse ?

Jean SANDAY



# UN SYNDICALISME CENTENAIRE... ET BIEN MALADE !



Les syndicats français célèbrent en ce mois de mars 1984 le centième anniversaire de la loi Waldeck-Rousseau qui, pour la première fois, reconnut leur existence légale. Mais les militants syndicaux qui, en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle, se dévouèrent pour donner vie à des organisations ouvrières, seraient bien étonnés de voir ce que celles-ci sont devenues aujourd'hui. Triste anniversaire, en effet, d'un syndicalisme depuis bien longtemps mort et enterré.

Pour les militants d'alors, les organisations syndicales devaient être les instruments de l'émancipation de la classe ouvrière. Et ils étaient en tout cas le reflet d'une activité, d'une organisation ouvrières réelles que la bourgeoisie craignait et combattait, même si déjà certains de ses membres se posaient la question de les domestiquer et de les utiliser.

Un siècle plus tard, les organisations syndicales sont devenues un des rouages essentiels par lesquels la bourgeoisie et son Etat font accepter leur domination. Ce n'est pas vrai seulement en France où, en ce moment, les Partis Socialiste et Communiste au pouvoir tirent le meilleur parti de leurs relations avec les syndicats ouvriers pour faire passer leur politique d'austérité. C'est vrai dans toute l'Europe où, de l'Italie à la Belgique et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, les diverses confédérations syndicales apportent leur appui à la politique anti-ouvrière des gouvernants, un appui plus ou moins voilé de protestations hypocrites.

D'organisations ouvrières, les confédérations syndicales sont devenues en grande partie des organisations bureaucratiques, de véritables institutions qui doivent d'exister, aujourd'hui, moins à l'activité de leurs militants qu'aux facilités que leur offrent l'Etat bourgeois et ses lois.

En France, en nombre d'adhérents, les organisations syndicales groupent à peine 10 % des travailleurs, et ce nombre a plutôt tendance à baisser. Mais parmi ces quelque 10 %, combien donnent réellement un peu de leur temps, bénévolement et par conscience des intérêts de leur classe ? Combien sont réellement membres de l'organisation syndicale, c'est-à-dire participent à des réunions, discutent entre eux de leurs problèmes et de l'orientation à donner aux luttes de la classe ouvrière ?

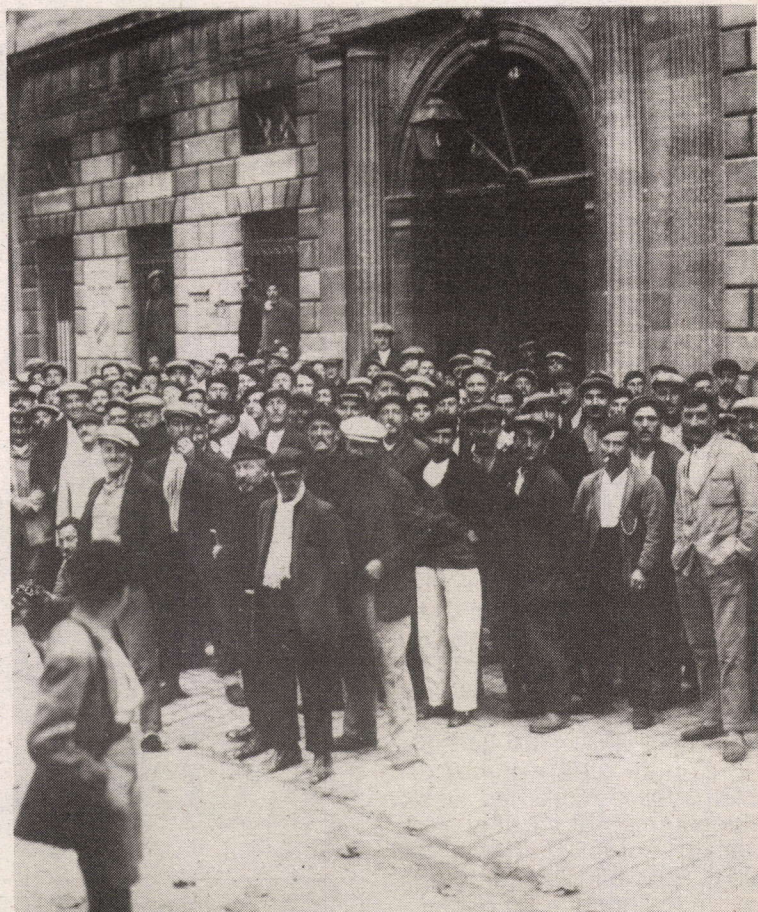
Cette dégénérescence des syndicats est le résultat d'une politique consciente de la bourgeoisie. Les luttes ouvrières l'ont forcée à reconnaître les organisations syndicales et à leur donner des droits. Mais elle a su se servir de cette situation. Accorder des subventions et des avantages légaux aux syndicats a été pour elle un moyen de les soustraire au contrôle des travailleurs pour les soumettre au sien, ou tout au moins pour donner aux patrons et à l'Etat autant de droits de regard, de moyens de pression sur ces organisations ouvrières. Par exemple, la reconnaissance des délégués du personnel, le monopole conféré aux organisations syndicales « représentatives » pour la présentation de ces délégués, les « heures » concédées à ces délégués, ont contribué à faire des syndicats des appareils qui n'existent et ne fonctionnent que grâce à ces menus avantages concédés par les patrons, qui en dépendent étroitement et sont en fait inaccessibles et incontrôlables pour le travailleur du rang.

Sans doute, les syndicats continuent de grouper aussi des militants sincèrement dévoués à leur classe. Mais la fonction des appareils bureaucratiques est justement de dévoyer leur activité, de l'emprisonner, de la contrôler pour la stériliser et finalement pour démoraliser au sens propre la classe ouvrière, en lui faisant perdre foi en sa propre émancipation.

Et l'évolution politique vers le réformisme des grands partis ouvriers, du Parti Communiste en particulier depuis une cinquantaine d'années, a aidé la bourgeoisie.

Le mouvement de désaffection croissant que l'on constate un peu partout pour les syndicats n'est que la rançon de cette politique. Certes, les travailleurs continuent à voter pour l'un ou l'autre des appareils syndicaux, dans les élections professionnelles. Par habitude, par démission devant leurs propres responsabilités, par résignation, bien plus que par lucidité et combativité.

Les organisations syndicales pourraient-elles reprendre vie ? A travers un renouveau réel de l'activité et des luttes de la classe ouvrière, sans doute. Mais ce renouveau sonnera probablement le glas des organisations syndicales actuelles. Car il ne pourra surgir qu'en opposition aux directions syndicales et aux appareils bureaucratiques enfoncés jusqu'au cou dans la collaboration avec les patrons et leur Etat.



Il y a  
100 ans

## Le 21 mars 1884, la loi Waldeck- Rousseau reconnaissait l'existence des syndicats

La loi Waldeck-Rousseau qui a donné le 21 mars 1884 aux syndicats la reconnaissance légale était déjà en discussion depuis plusieurs années. Le gouvernement avait fait une première tentative huit ans plus tôt pour contrôler les organisations ouvrières, en créant en quelque sorte un syndicalisme « officiel ».

Mais le premier projet de loi, déposé en 1876 devant les Assemblées, avait rencontré l'opposition absolue du Sénat (très conservateur)... ainsi que celle des travailleurs, qui refusaient de devoir déclarer leur nom pour adhérer à un syndicat. La loi de 1884, revenant sur cette restriction, n'imposait alors aux syndicats, pour avoir une existence légale, que le dépôt des statuts et la publication du nom des dirigeants.

Elle abrogeait du même coup l'ancienne loi Le Chapelier de juin 1791, qui interdisait les corporations : un des premiers gestes de la bourgeoisie française arrivant au pouvoir avait en effet été d'empêcher toute coalition ouvrière portant atteinte à ses intérêts (car il va sans dire que les associations patronales avaient, elles, toute latitude d'exister).

Près d'un siècle plus tard, en autorisant la création de syndicats, la bourgeoisie ne faisait que s'incliner devant un état de fait : car malgré les interdictions, malgré les poursuites à l'encontre de leurs militants, les emprisonnements de dirigeants, les associations ouvrières n'en existaient pas moins et se développaient.

Les ouvriers n'avaient bien évidemment pas attendu la loi de 1884 pour commencer à s'organiser. Très tôt, ils avaient ressenti la nécessité de se regrouper, d'abord pour assurer la solidarité entre eux, mais aussi pour se défendre contre la rapacité des patrons qui leur imposaient des conditions de vie misérables. La loi Le Chapelier fut tournée, et nombre de sociétés de secours mutuel, dont l'existence était tolérée, furent l'ébauche de syndicats.



# Le plan d'austérité de Martens

Les députés belges ont adopté un nouveau plan d'austérité proposé par le gouvernement Martens.

La mesure principale en est la suppression de 2 % d'augmentation prévus au titre de l'ajustement des salaires sur la hausse du coût de la vie. Cette mesure s'appliquera à tous les salariés des secteurs public et privé en 1984, 1985 et 1986. Les allocations sociales, les pensions seront également soumises à la même amputation de leur pouvoir d'achat. D'autre part les allocations maxima pour les accidentés du travail seront réduites.

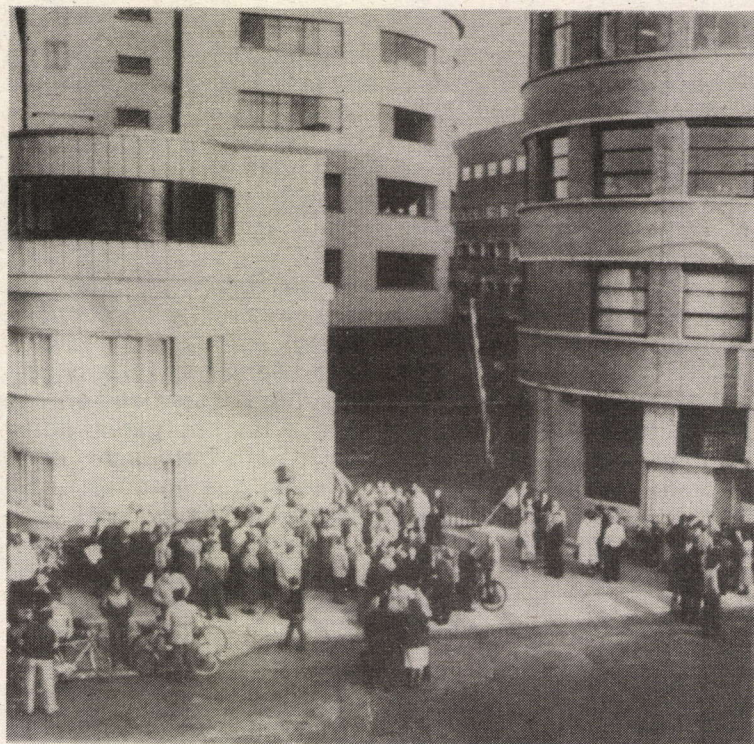
Les chômeurs cohabitant, (c'est-à-dire ceux qui peuvent vivre sur le salaire de quelqu'un d'autre) sont également visés : au bout de deux ans, leurs indemnités seront réduites au minimum si le revenu du ménage dépasse un certain plafond. Pour les jeunes chômeurs, le gouvernement a décidé d'allonger à 200 jours la période de stage nécessaire pour avoir droit aux indemnités, au lieu de 75 jours actuellement pour les moins de 18 ans et 150 jours pour les autres.

Les enseignants verront leur temps de travail allongé d'une heure. On économisera sur le personnel affecté à l'entretien des établissements, en remplaçant le personnel temporaire par des travailleurs sous contrat ou des employés de firmes privées ; la philosophie des autorités gouvernementales étant qu'il faut économiser sur tout, mais en particulier sur ce qui n'est pas l'enseignement proprement dit.

« Les élèves souffriront moins de devoir manger une tartine à midi que de ne pouvoir suivre un cours de langue » a affirmé benoîtement un des promoteurs du plan !

Dans la même optique spartiate, on supprime les transports scolaires gratuits.

Officiellement, tout le monde va être touché. Il est question de reconsidérer « les cadeaux fiscaux » qu'on accordait aux industriels. Les 2 % économisés sur les salaires ne resteront pas dans les poches des patrons,



mais seront versés à l'Etat pour réduire son déficit et assainir la Sécurité sociale. Mais on ne peut tout de même pas trop les brimer ! Aussi le gouvernement se propose-t-il d'ouvrir ses caisses aux industriels méritants qui compenseront la réduction du temps de travail par l'embauche de personnel supplémentaire. Ils auront droit à un encouragement financier. Martens fait d'ailleurs miroiter une diminution du nombre des chômeurs de 80 000... pour 1988.

Mais tout le monde s'accorde à dire que l'effet à court terme de ce dernier plan sera d'augmenter le nombre de chômeurs (le journal *De Standaard* en prévoit 6 000 de plus pour 1985, et cela semble bien modeste). Or la Belgique est déjà le pays de la CEE qui a le plus fort taux de chômeurs : 500 000 selon les chiffres officiels, soit près de 14 % de la population active, 800 000 selon les syndicats.

D'après les déclarations de Martens au journal *Le Soir*, il faut aujourd'hui « rassurer les patrons » dont « les craintes principales concernent la stabilité du gouvernement ». D'après lui, cela devrait « stimuler les investissements ». Ils seront peut-être en effet « rassurés ». Mais quant à investir, c'est une autre affaire : selon le chef du groupe socialiste, « les entreprises belges ont déjà bénéficié de 500 milliards de cadeaux dont cent se trouvent à l'abri en Suisse et quelques autres se sont transformés en voitures de luxe ou en yachts ». Quant à la fraude fiscale, on l'estime, à 125 milliards de francs belges.

Pendant la même période, les travailleurs belges ont vu fondre leur pouvoir d'achat : en 1982, selon les syndicats, ils ont perdu l'équivalent d'un mois de salaire ; en 1983, l'équivalent de deux mois de salaire.

Sylvie MARÉCHAL

## Des directions syndicales complices

Si l'on en croit le journal *Le Soir* de Bruxelles, « ce n'est un secret pour personne que le président national de la CSC — la Confédération des Syndicats Chrétiens — Jeff Houthuys (...) a participé plus ou moins directement à la confection de ce plan d'austérité et le défendra vraisemblablement devant ses militants ». Le Premier ministre Martens, lui-même membre du Parti Social Chrétien CVP lié à la CSC, n'a pas ménagé ses compliments à la confédération chrétienne belge. C'est, a-t-il dit, « un syndicat qui témoigne d'un vrai sens de l'Etat. Un grand syndicat qui a montré qu'il était conscient de la nécessité de prendre des mesures ».

Voilà pour ce qu'on peut attendre du syndicat CSC. Quant au syndicat lié au Parti Socialiste, la FGVB — Fédération Générale des Travailleurs de Belgique — il est plus critique, le Parti

Socialiste étant d'ailleurs dans l'opposition au gouvernement actuel de coalition sociaux-chrétiens — libéraux. Ça ne rend pas la FGVB plus combative. Elle a bien proposé un contre-programme : rétablissement de l'index (l'indexation des salaires sur les prix), semaine de 35 heures avec maintien du salaire et embauche compensatoire, limitation des avantages fiscaux aux entreprises et aux gros revenus. Mais elle n'a proposé aucune action pour faire aboutir ce plan, appelant en tout et pour tout à une « action d'envie »... menée en commun par la FGVB et la CSC !

Inutile de dire que, si elle dépend d'un tel accord avec la CSC, la riposte au plan d'austérité se fera attendre. Mais la FGVB pourra dire que c'est la faute de la CSC. Le reste, au fond, ses dirigeants s'en moquent.

## Quand L'Humanité s'indigne du suivisme... des syndicats belges !

« Reste à savoir (...) quelle riposte les syndicats sont capables d'engager. A cet égard, l'expérience de l'automne dernier n'a certainement pas été oubliée par tout le monde ; au milieu d'un mouvement de grève d'une ampleur inconnue depuis des années, les agents de la fonction publique avaient été « lâchés » par leurs dirigeants syndicaux revenus à la « raison » sous des pressions politiques ».

Le journal qui tient de si fermes propos n'est autre que *L'Humanité*. Il faut dire que c'est un véritable scandale de voir des directions syndicales appuyer un gouvernement qui prône l'austérité et les licenciements, et on ne voit pas bien où on peut trouver ça, à part la Belgique.

Sylvie MARÉCHAL

Sous le Second Empire, en même temps que se développait la grande industrie, la classe ouvrière s'accrut en nombre et en force. Des grèves éclatèrent. Devant cette montée ouvrière, le gouvernement recula. Il accorda en 1864 le droit de coalition. Quatre ans plus tard, il toléra les associations ouvrières, qui se créèrent désormais sous le nom de chambres syndicales ou de syndicats. Ces syndicats étaient corporatistes, organisés par corps de métiers, pour la défense des intérêts économiques de chaque catégorie de travailleurs. Cependant, très vite, des fédérations de métiers apparurent, rompant leur isolement et, en 1869, sur l'initiative d'Eugène Varlin, fut constituée la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, qui assurait la liaison entre les différentes fédérations.

La répression qui suivit la Commune ralentit pour quelques années la montée ouvrière. Mais les syndicats subsistèrent. Liés au gouvernement, très corporatistes, reculant devant la grève et toute action violente, ils n'avaient rien de révolutionnaire, mais ils n'en maintenaient pas moins une forme d'organisation parmi les travailleurs.

A partir de 1876, on assista à une renaissance du mouvement ouvrier. Avec le retour d'exil des communards, les idées révolutionnaires se répandirent dans la classe ouvrière. En même temps, l'organisation syndicale se fit ouvertement : les syndicats se renforcèrent, gagnèrent des adhérents, les premières fédérations de métiers se constituèrent (en 1881, celle des travailleurs du livre, en 1882, des mineurs et des ouvriers du bâtiment...) et en 1884 éclatèrent des grèves très dures. La classe dirigeante sentit alors la nécessité de lâcher du lest et d'accorder ce qu'elle ne pouvait empêcher : la loi de 1884 donnait ainsi la liberté d'association aux travailleurs.

Cette reconnaissance légale donna un nouvel élan au mouvement syndical qui, en quelque vingt années, se développa, se structura, pour aboutir au début du vingtième siècle à l'existence d'une organisation ouvrière puissante, capable d'organiser des actions sur l'ensemble du territoire et de faire peur aux possédants.

A partir de 1884 en effet, chaque pas en avant du mouvement syndical alla dans le sens du re-

de 1895. Ses statuts stipulaient qu'elle admettait toute organisation syndicale ayant « exclusivement pour but d'unir, sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ».

En même temps, les ouvriers cherchaient à se regrouper sur le plan local. Ainsi apparurent les Bourses du Travail, permettant aux organisations ouvrières de coordonner leurs actions, d'avoir accès à des services communs tels que bibliothèque, service juridique, etc. C'est sous l'impulsion de Fernand Pelloutier, qui œuvra toute sa vie en ce sens, que fut créée en 1892 une Fédération des Bourses du Travail de France.

Dans les deux organisations, la bataille fut rude entre réformistes et révolutionnaires : fallait-il limiter l'action syndicale aux seules revendications corporatistes, comme le pensaient les réformistes, ou au contraire donner pour but à la classe ouvrière, unie, l'abolition du patronat, ce que défendaient les révolutionnaires, socialistes mais surtout anarchistes ? Au début du siècle, tant à la CGT que dans la Fédération des Bourses du Travail, les révolutionnaires devinrent majoritaires, mettant au centre de leurs moyens de lutte la grève générale. En 1902, la Fédération des Industries et des Syndicats et la Fédération des Bourses du travail fusionnèrent au Congrès de Montpellier.

La classe ouvrière avait su créer une organisation unique, capable de coordonner les actions de tous les travailleurs du pays. La campagne pour les 8 heures, en 1906, faisant suite à la grève des mineurs après la catastrophe de Courrières, montra la force de la CGT. Cette organisation syndicale, contrairement à celles qui existaient dans les pays industrialisés d'Europe à la même époque, tenait à garder son autonomie par rapport au mouvement socialiste : ceci sous l'influence des anarcho-syndicalistes qui se défiaient — à juste titre — du Parti Socialiste engagé (déjà !) dans les compromissions parlementaires et même gouvernementales. Les statuts que se donna la CGT en 1906 (la « Charte d'Amiens »), jetant les bases du « syndicalisme révolutionnaire », précisait que cette dernière « groupe tous les travailleurs en dehors de toute école politique ».

La suite devait montrer que ce



groupement des forces. De plus en plus, face au patronat, les travailleurs ressentait la nécessité de luttés dépassant le cadre corporatiste. L'idée de la grève générale prit corps : à la force des patrons, liés entre eux, organisés sur le pays, ayant à leur disposition les forces de l'appareil d'Etat, il fallait opposer la force de tous les travailleurs capables, quel que soit leur métier ou leur lieu de travail, de s'unir en une action coordonnée.

Ce regroupement se fit en deux temps, suivant deux voies parallèles : d'une part les syndicats de métiers, d'autre part les Bourses du Travail.

Les syndicats de métiers se réunirent peu à peu entre eux pour former, sur le plan national, des fédérations — et cela aboutit à la fondation de la CGT (Confédération Générale du Travail), au congrès de Limoges

réflexe sain était aussi une faiblesse du combat syndicaliste révolutionnaire. Il reste que, en vingt ans, au travers de leurs luttés, les travailleurs donnèrent vie et force aux syndicats.

La force de la CGT en ce début du siècle n'était pas tant le nombre de ses militants (400 000 sur 900 000 syndiqués en 1908), ni le fait qu'elle avait une existence « légale » : c'était qu'elle s'appuyait sur la force des travailleurs et que, loin d'être un organisme procurant postes et sinécures (ce que sont devenues les confédérations syndicales actuelles), la CGT était, pour la majorité de ses militants gagnés aux idées révolutionnaires, un outil de combat « dans la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Marianne LAMIRAL



# Comment les capitalistes de l'acier refont fortune ailleurs

Au moment où, une fois de plus, un nouveau plan de licenciements est annoncé dans la sidérurgie, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur ce que sont devenus les anciens capitalistes privés de l'acier. Les De Wendel et les Hue de la Colombe, qui possédaient et dirigeaient les groupes Sacilor et Usinor du temps où ils étaient privés, ne se sont, eux, pas mal sortis du naufrage financier de leurs anciennes entreprises.

Ils n'ont pas eu à s'inscrire au bureau de chômage. Ces gens ont mis de côté dans leur cassette personnelle de quoi voir venir. Car la loi bourgeoise sur les sociétés anonymes permet à un patron de séparer sa fortune personnelle de son entreprise, disposition essentielle en cas de faillite. La loi est faite pour que les bourgeois industriels sauvent leurs meubles. Les anciens barons de l'acier français ont même réussi à remonter des groupes financiers et industriels prospères, en gardant les activités sidérurgiques qui permettaient de faire des bénéfices immédiats, en prenant le contrôle de nouvelles entreprises dans d'autres secteurs plus modernes. Le tout, avec l'aide de l'Etat et des gouvernements de droite comme de gauche.



## La cassette des De Wendel

La Compagnie Générale d'Industrie et de Participations, installée rue de La Rochefoucauld à Paris, est une société cotée à la Bourse de Paris. Peu connue, tout au moins des travailleurs. Car ladite CGIP est la société holding dans laquelle, lors de sa création en 1977, ont été regroupés tous les intérêts familiaux de la famille De Wendel détenus auparavant par la société Marine-Wendel, dont le nom avait le défaut d'être trop transparent. Les pertes, c'était depuis des années pour Sacilor. Et tout ce qui pouvait être rentable dans la sidérurgie et ailleurs, c'était pour la CGIP. Cette dernière possède aujourd'hui des participations plus ou moins importantes dans 90 sociétés filiales.

L'opération est d'ailleurs un secret de polichinelle pour les milieux industriels et financiers, puisque la revue *Valeurs Actuelles* écrivait dans son numéro du 4 juillet dernier : « Après la concentration chez Sacilor de toute l'activité purement sidérurgique du groupe Wendel, il s'agissait de trouver un cadre pour regrouper l'activité non sidérurgique, et lui permettre d'échapper ainsi aux difficultés de la sidérurgie ».

Aujourd'hui la CGIP, dont le capital est entre les mains des héritiers De Wendel (elle est présidée par Pierre Celier, ancien P-DG de Sacilor et représentant des héritiers De Wendel), contrôle notamment le groupe Carnaud (plus de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'emballage, près de 12 000 salariés), le groupe Allevard (métallurgie et transforma-

tion des métaux, chiffre d'affaires : 2,4 milliards ; 7 200 salariés), un groupe de sociétés produisant du ciment et des engrais, dont la principale est « Cedest » (au total 1,5 milliard de chiffre d'affaires), le groupe tôles inoxydables Gueugnon (2 300 personnes et 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires). La CGIP contrôle de plus la banque privée Demachy et de nombreuses sociétés dites « de portefeuille », c'est-à-dire dont l'avoir est constitué uniquement de liasses d'actions d'autres sociétés.

Elle possède ainsi directement ou indirectement 16 % du capital de la Société Auxiliaire d'Entreprise (l'un des trois groupes privés géants du bâtiment et des travaux publics les plus prospères, avec Bouygues et Dumez). Parmi les sociétés étrangères contrôlées par la CGIP figure l'Omnium Financier Luxembourgeois (dont les résultats sont libellés en dollars) et surtout le groupe néerlandais Oranje Nassau (Ornas), considéré par le journal financier déjà cité comme « le fleuron de la CGIP ».

Cet ancien groupe charbonnier hollandais, possédé de longue date par les De Wendel, s'est reconverti dans l'immobilier, d'abord aux Pays-Bas puis aux Etats-Unis. Il fait de la recherche pétrolière. « Aujourd'hui, à partir d'une nouvelle base implantée à Boston, Oranje Nassau recherche toutes les opportunités de « venture capital » (création de sociétés nouvelles) aux Etats-Unis dans les secteurs de haute technologie, en particulier dans l'informatique », conclut l'article.

## Cap sur l'informatique

L'informatique intéresse d'ailleurs beaucoup les héritiers De Wendel, puisque la CGIP a acheté, fin 1982, 33,5 % de la société Cap Gemini Sogeti, l'une des principales sociétés françaises de conseil en informatique (4 000 salariés et un milliard de chiffre d'affaires). Cap Gemini ne produit pas d'ordinateurs (cela coûte trop cher et ne rapporte pas assez et les capitalistes privés français laissent cela aux groupes nationalisés français). Elle

évolue dans le domaine bien plus juteux du conseil en informatique (elle contrôle 35 % du capital de la SESA, autre société d'informatique importante). C'est l'un des principaux fournisseurs de systèmes informatiques des PTT, dans le cadre de l'annuaire électronique.

La société exporte ces produits, expérimentés en France avec l'aide de l'argent public, via les PTT, aux Etats-Unis dans le cadre de plusieurs sociétés

qu'elle contrôle.

« La France doit se reconverter vers les technologies de l'avenir », répètent les ministres. Il y a longtemps que les capitalistes privés ont opéré la reconversion de leurs capitaux. Les héritiers De Wendel, qui se faisaient hier subventionner dans la sidérurgie, recueillent aujourd'hui une partie de l'aide de l'Etat au secteur de l'informatique et des réseaux de communication.

## Usinor aussi

Les activités privées d'Usinor, bien que discrètes, elles non plus ne sont pas de reste. Nord-Est (nouvelle dénomination de l'ancienne société Denain-Nord-Est-Longwy), qui concentrait entre ses mains le contrôle financier des activités du groupe Usinor, possédait fin 1981 un portefeuille d'actions évalué à 800 millions de francs. Pas si mal, pour un groupe sortant d'un secteur officiellement en complète faillite financière comme la sidérurgie. Jusqu'en décembre dernier, la société Nord-Est était présidée par Jean Hue de la Colombe, l'ancien P-DG, ancien dirigeant d'Usinor et représentant des intérêts des familles anciennement propriétaires des aciéries qui avaient fusionné dans Usinor.

Là encore, avec la complicité de l'Etat et des gouvernements successifs, ces capitalistes privés ont bien tiré leur épingle du jeu. Le journal *La Vie Française*

écrivait à propos du deuxième plan de sauvetage de la sidérurgie, préparé avant mai 1981 mais adopté et mis en route fin 1981 début 1982, qu'il était « plutôt bien accueilli par les dirigeants de Nord-Est ».

Un autre journal financier, *Investir*, relevait dans son numéro du 28 novembre 1983, dans un article consacré aux « atouts » de Nord-Est, que la société de tubes Vallourec (dont Nord-Est possède 25 % des actions) a perdu de l'argent en 1983 dans les ventes de tubes. Mais « un dénouement favorable à Vallourec est attendu bientôt dans l'affaire de la reprise par Usinor des 67 % que Vallourec détient dans Valexy » : en clair, les pertes seront reprises par la société nationalisée Usinor.

D'autre part, Nord-Est a bien d'autres intérêts, soulignait le journal. Notamment un parc de 1 700 wagons (dont 400 conteneurs pour produits chimiques exploi-

tés aux Etats-Unis par le biais de sa filiale Eurotaïner).

Nord-Est possède également 62,5 % des actions du holding suisse Magnesia, qui exploite une mine de magnésie en Autriche. Nord-Est, qui n'a aujourd'hui plus rien à voir avec la sidérurgie, n'est pas pauvre. « Avec une trésorerie de 50 millions de francs environ, le groupe dispose d'un trésor de guerre dans lequel il peut puiser à tout moment en cas d'opportunité ». Tous les travailleurs d'Usinor ne peuvent pas en dire autant. Telles sont quelques-unes des opérations montées par les anciens capitalistes privés de la sidérurgie française.

Ils n'ont pas tout perdu, loin de là. Et leurs affaires repartent, aujourd'hui comme hier, avec la complicité de l'Etat. Le même Etat qui demande sans cesse aux travailleurs de faire de nouveaux sacrifices.

Pierre VERNANT





DANS  
LES ENTREPRISES

USINOR Neuves-Maisons

## Action « spectaculaire » à Sacilor

Dans la sidérurgie lorraine, tandis que le gouvernement est en train de mettre en place son « plan acier 84 » qui doit se traduire par 30 000 nouvelles suppressions d'emplois, les journées d'action se multiplient sur le terrain.

A Sacilor, en particulier, où il est question d'abandonner le projet de construction du train universel à Gandrange, et de fermer le train à fil de Rombas, les syndicats ont organisé, ces dernières semaines, des actions spectaculaires sur le thème : « Défendons nos produits longs ». Des tonnes de fils métalliques ont

été déversés sur la chaussée, tout autour de l'usine de Gandrange-Rombas et, le 28 février dans les rues de Metz, créant un gigantesque embouteillage.

Du 9 au 16 mars, dans le cadre de la semaine d'action CGT préparant la venue de Krasucki en Lorraine, de magnifiques sculptures en bulettes et ferrailles diverses, en forme de sigles Sacilor, ont été déposées par des militants cégétistes sur le perron des différentes mairies de la région, afin d'exposer « nos produits en danger ».

Puis, une journée portes ouvertes était organisée au

Train à fil et au Train à fers marchands avec la participation de la direction, qui a mis des bus au service du public, ainsi que ses représentants qui n'ont pas eu assez de mots pour vanter « l'outil de travail moderne et compétitif ».

La CFDT, de son côté, ne voulant surtout pas se mêler à cette « semaine Krasucki », organisait une montée à Paris le 14 mars, pour les travailleurs du Train à fil, qui à 200 environ, sont venus déverser du fil autour de la Porte Maillot. La CGT, quant à elle, se gardait bien de participer à cette journée...

Bref, chacun de son côté organisait son action tandis que les travailleurs pour la plupart se contentent de regarder pour l'instant en spectateurs, attendant les décisions qui doivent être prises prochainement...

## Deux jours de grève et d'actions

La grève à Usinor-Neuves-Maisons a commencé le mardi 20 mars à 4 heures du matin. La veille, l'intersyndicale, CFDT, CGT, FO, CFTC, SIDEFTAM, avait appelé les travailleurs à venir bloquer les deux entrées à partir de 3 heures et demie. Nous nous sommes retrouvés à plusieurs centaines et la grève a été quasi-totale du début jusqu'à la fin.

A l'origine du mouvement, l'imminence de décisions concernant l'avenir de l'usine, puisque le Conseil des ministres de mercredi devait statuer sur notre sort. C'est toute l'usine qui est menacée, en particulier l'aciérie qui avait été à deux doigts d'être démontée en 1978, avant même d'être terminée. Les bruits les plus sombres circulaient.

L'atmosphère à l'usine semblait être au fatalisme mais le fait que les syndicats soient enfin décidés à organiser une action ensemble a sans doute été pour beaucoup dans l'ampleur de la mobilisation. A peine 5 jours auparavant, la CGT avait été seule à appeler à un rassemblement, qui n'avait réuni qu'une centaine de personnes.

Durant les journées de mardi et de mercredi, les travailleurs se sont mobilisés à fond : du fil de fer déroulé sur tous les axes

rouliers de la région, deux mille personnes à une marche de 14 km sur Nancy, blocage des trains à la gare, et bien sûr du fil-machine dans les rues. Les Nancéiens étaient surpris de voir les ouvriers débarquer sur leurs engins et investir les carrefours !

Le mercredi, il y eut les mêmes actions, tout aussi suivies.

Ce sont les syndicats qui ont décidé seuls de ces actions. Le mercredi, d'ailleurs, ils se sont opposés vigoureusement à la proposition que des gars élus par l'ensemble des grévistes préparent les actions. « C'est l'intersyndicale seule qui décide », fut-il répondu au micro devant plus de 600 travailleurs.

Le mercredi soir, tout le monde était fatigué après ces deux journées mouvementées. Les décisions gouvernementales n'étaient finalement pas tombées, et quand l'intersyndicale demanda aux travailleurs de reprendre le travail, il n'y eut pas d'opposition. Personne ne vit l'intérêt de recommencer une troisième fois la même chose. Mais les travailleurs ont le sentiment d'avoir marqué un point et, à Neuves-Maisons, ce n'est certainement pas fini.

Correspondant LO

## Les ministres n'ont pas le temps

Mercredi 21 mars, le Conseil des ministres devait prendre les grandes décisions concernant les plans industriels de la sidérurgie. Tout le monde attendait. Les journalistes de FR3 étaient venus aux portes avec leurs caméras pour con-

naître les réactions des travailleurs. Les ouvriers du Train à fil se préparaient déjà à la grève... A midi, on apprenait par la radio que le Conseil des ministres... n'avait « pas eu le temps » de se pencher sur ce dossier ! Tout était reporté.

## Publicité mensongère

« Les sidérurgistes de Sacilor, division produits longs, à monsieur le président de la République » : Ainsi débute une publicité qui occupe une page entière du journal *Le Monde* du 18-19 mars. Payée par l'ensemble des organisations syndicales de l'usine Sacilor-Gandrange-Rombas ?

Acheter de l'espace publicitaire pour rendre publics les problèmes qui se posent dans la sidérurgie lorraine, voilà qui ne manque pas d'originalité.

A une autre époque, les syndicats auraient compté plus sur les luttes des travailleurs. Autres temps, autres mœurs : aujourd'hui ils se font les avocats du P-DG de Sacilor et de ses projets. Ils « exigent » la « consolidation des laminoirs à fil et à fers marchands,

ainsi que la construction d'un train universel ».

Le texte ne précise pas que la mise en service d'une telle installation à Gandrange est tout simplement l'un des trois scénarios gouvernementaux. Ni que chacun de ces scénarios prévoit la fermeture d'autres usines en Lorraine et dans le Nord, dont celle d'Usinor à Valenciennes. Dans le cadre de la politique de « restructuration »...

On ne sait pas si cela pose des problèmes aux organisations syndicales de Gandrange. Apparemment l'important pour elles est de promouvoir le potentiel d'activité de « leur » entreprise en implorant Mitterrand de la sauver du naufrage. Quant aux autres, qu'elles se dém... !

## CHAUSSON

### Le P-DG revoit son propre plan

Mardi 20 mars, le Comité central d'entreprise de Chausson a officialisé le plan de suppression d'emplois pour 1 315 personnes. Cette réunion a été marquée par un changement de ton du P-DG, et même par une remise en cause par la direction Chausson de son propre plan initial.

Pour l'établissement de Creil, la direction annonçait qu'il y avait une « erreur » dans le plan initial, qu'il ne fallait pas lire suppression de 597 emplois, mais seulement de 335 dont 163 préretraites.

Pour les mutations inter-établissements, qui devaient toucher 351 personnes au total sur Asnières et Creil, le P-DG déclarait son accord de

ne faire appel qu'au seul volontariat. Quant aux préretraites, la direction se déclarait d'accord pour négocier une amélioration des rémunérations, bien qu'aucun engagement précis n'ait été pris.

Tout cela reste surtout au niveau des déclarations d'intention. Mais le P-DG semble vouloir régler le problème le plus en douceur possible. D'autant que l'argent qu'elle utilisera pour cela n'est pas le sien, c'est celui des contribuables qu'elle vient de recevoir par les pouvoirs publics (au total 120 milliards de centimes). Cet argent, qui devait, paraît-il, garantir l'emploi, servira à aménager des suppressions d'emplois.

Certes il y a eu à la veille de cette réunion des débrayages dans la quasi-totalité des établissements du groupe, mais ces débrayages n'ont regroupé que des minorités, moins de 10 % à Gennevilliers et Creil, 20 % à Reims, environ 30 % à Asnières et plus à Laval.

A l'usine de Creil, dans les assemblées de secteurs et les groupes de discussions, les travailleurs restaient méfiants sur les 262 suppressions d'emplois disparues du jour au lendemain. Mais tout le monde semblait d'accord pour dire qu'il fallait profiter de la situation pour obtenir les garanties maximum pour aujourd'hui.

Correspondant LO



DANS  
LES ENTREPRISES

# La cantine de la Thomson (Gennevilliers)

Par ici la bonne soupe...

La cantine de la Thomson-Gennevilliers est gérée par la Générale de Restauration. Elle emploie 65 personnes en tout, y compris les intérimaires, pour servir 2 500 repas par jour. Une quarantaine de femmes sont employées à la préparation et au service des repas, une dizaine d'hommes sont à la « plonge » et il y a une dizaine de cuisiniers.

## Deux jours de mise à pied pour un yaourt et une banane !



Les entreprises de restauration

## Une bonne affaire

Les « marchands de soupe » se regroupent. Ainsi, le groupe Accor vient de naître de la fusion de Jacques Borel International et de Novotel. C'est à Accor qu'appartient la Générale de Restauration qui, avec une autre « grande », la Sodexho, détient la plus grosse part du marché.

La Sodexho, qui représente 21 % du marché, voit pour 1982-1983 ses bénéfices doubler par rapport à l'année dernière, pour s'élever à 78 millions de francs. Son chiffre d'affaires progresse de 40 %. Et le P-DG, Pierre Bellon, de commenter qu'il a bon espoir pour l'avenir : « Rien qu'en France, dit-il, 86 % des entreprises gèrent encore directement leur restaurant. Il ne nous reste plus qu'à les convaincre qu'il est plus avantageux pour elles de passer par un sous-traitant. » Il escompte pour l'année 1983-1984 une augmentation du chiffre d'affaires de 20 % et une progression de 35 % des bénéfices.

La Générale de Restauration, qui appartient donc aussi au trust Accor et qui suit de près en importance la Sodexho, gère entre autres la cantine de la Thomson-Gennevilliers.

Accor, trust international, chapeaute plus de 400 hôtels (Novotel, Sofitel, Mercure, etc.), sert plus de 700 000 repas par jour dans des restaurants d'entreprises, écoles, hôpitaux, mais aussi dans différents « restaurants », « What a Burger », « Courte Paille », etc., émet

800 000 tickets restaurants par jour. Il est d'ailleurs le leader mondial dans la profession et contrôle plusieurs centrales d'achat, d'équipements et d'approvisionnement. Pour Accor, les affaires sont très florissantes, puisque la société prévoit 90 millions de bénéfices nets consolidés pour l'année 1983. Le journal *Investir* du 2/01/84, sous le titre « Accor, des niveaux record », nous apprend que « l'action Accor est actuellement dans ses sommets », et cite un bénéfice net par action consolidé pour 1983 de 12,40 F pour une action dont le cours est de l'ordre de 220 F.

Malgré de tels résultats, les P-DG d'Accor n'hésitent pas à déplorer dans leur rapport annuel que la rentabilité de la restauration collective soit « insuffisante ». « C'est un secteur à faible marge bénéficiaire », disent-ils et l'augmentation du SMIC et la cinquième semaine leur auraient coûté trop cher !

Pour arrondir encore un peu plus leurs bénéfices, ils cherchent donc à rentabiliser au maximum ce secteur. Et comme ils ne peuvent plus beaucoup faire d'économies sur la quantité ou la qualité de la nourriture sans prendre le risque de perdre des marchés, rentabiliser veut dire essayer de réduire les coûts de production en réduisant les effectifs, en augmentant la charge de travail pour ceux qui restent et, bien sûr, en diminuant les salaires !

## Avec Accor voyager moins cher

### LE SAVIEZ-VOUS ?

Tous les membres de Accor s'adressant à une agence Novotour ou Jet Evasion, bénéficient :

- d'une remise de 5 % sur les forfaits touristiques (toutes brochures),
- d'une remise de 8 % sur les forfaits proposés dans les brochures Jet Evasion (à destination de la Méditerranée et de « La France des Tropiques »).

N'hésitez pas à contacter l'agence la plus proche !

Nous avons trouvé cet encart publicitaire dans la revue *Le Nouveau Monde*, le journal d'information de la société Accor.

Les P-DG d'Accor pourraient-ils en même temps donner la recette à suivre pour pouvoir bénéficier d'une telle offre, quand on est, par exemple, employée à la vaisselle dans un de leurs restaurants, et qu'on gagne moins que le SMIC ?

### Le secret de Borel

« Intraitable  
avec le  
personnel »

Jacques Borel avait deux règles d'or pour réussir. Il disait : « Le profit est une vertu et la perte un vice » ; « Ma gestion est absolument impitoyable, j'installe dans mes succursales un contrôle de fer ».

Le secret de sa réussite était selon lui « d'être intraitable avec le personnel ». Il n'était en effet pas question qu'un seul de ses employés dans ses Wimpy boive un café gratis. Dès 1957, il plaçait des compteurs de pas dans les chausses de ses employés, afin d'essayer de rentabiliser au maximum leurs déplacements ! Il put ensuite se vanter d'avoir pu ainsi « dégauder » du personnel. Pour lui, le bon gérant était celui qui savait réduire les effectifs au maximum, pour réduire les coûts de production et mater les employés. « Mes directeurs et mes gérants sont des patrons, des messieurs, ils doivent être responsables et se faire respecter du personnel », disait-il. Ces déclarations avaient au moins le mérite de la franchise. On savait à quoi s'en tenir avec lui !

Jacques Borel est parti, mais tout cela n'a pas beaucoup changé. Récemment, à la Thomson-Gennevilliers, le gérant expliquait, lors d'une réunion où les employés discutaient des bas salaires : « Si vous faites la grève, c'est moi qui vais sauter ».

plats chauds, c'est particulièrement pénible.

A la calse, il ne faut pas se tromper ; la moindre erreur déclenche la colère de nos chefs... Pourtant, sur plus de 400 repas qu'on enregistre par chaîne à raison de 10 tickets pour un repas moyen, cela en fait des tickets, et il y a de quoi faire des erreurs car cela va vite. Et quand les plats sont froids, ou les parts trop petites, c'est nous qui devons essuyer les remarques des clients, alors que nous n'y sommes pour rien. Le service fini, il faut tout nettoyer, ranger, et si on a le temps les chefs nous font même laver les murs. »

A la vaisselle, c'est encore pire, les commentaires d'un plongeur :

« On est une dizaine à travailler dans un local fermé, où la condensation est tellement forte qu'il nous pleut dessus. Pendant deux heures et demie chaque jour on n'arrête pas une minute : le tapis roulant déverse sans arrêt des plateaux pleins de vaisselle sale et il faut charger le

plus rapidement possible la machine à laver la vaisselle, au fur et à mesure qu'ils arrivent. Une panne de machine ou de tapis roulant pendant le service et c'est la pagaille : les plateaux s'entassent et alors il faut tout rattraper à la main. En bout de chaîne, il faut trier la vaisselle mal nettoyée, vite, au fur et à mesure qu'elle arrive. Toute cette vaisselle qui s'entrechoque fait tellement de bruit qu'on ne s'entend plus parler. Les plus anciens d'entre nous sont là depuis 8 ans, 11 ans même, sans grand espoir d'aller un jour à la cuisine ou au service où le travail est un peu moins pénible.

Et pour corser le tout, il faut en plus supporter cinq chefs qui ne se contentent pas seulement de nous faire des remarques mais se permettent de nous fouiller à la sortie, pour voir si on emporte rien d'autre que la « gamelle » (les restes de légumes destinés à la poubelle). Une d'entre nous a eu deux jours de mise à pied une fois pour avoir pris un yaourt et une banane ! ».



## En dessous du SMIC

Le montant de la paye, c'est comme la confiture : moins il y en a, plus les patrons l'étalent sur le bulletin de salaire. Ainsi, pour justifier un salaire de base dérisoire de 3727,48 F, il ne faut pas moins de 18 rubriques à la direction de la Générale de Restauration. Dix-huit rubriques qui ne peuvent masquer le fait que ce salaire de base est inférieur au SMIC.

La Générale de Restauration explique qu'en ajoutant au salaire de base la moitié du montant du prix des repas consommés, soit 12,44 F par repas, c'est-à-dire 256 F pour le mois, et le montant de la prime qu'elle appelle « quote-part », soit 5 % du salaire, on arrive à une somme légèrement supérieure au SMIC.

Mais ce salaire, SMIC moins

les indemnités de nourriture, qu'on appelle le SMIC hôtelier, est en contradiction avec l'article 19 de la convention collective du personnel de la restauration d'entreprise, qui stipule : « L'employeur est tenu de nourrir gratuitement son personnel de service. La nourriture sera saine, abondante et variée ».

De plus, alors que le montant du SMIC a augmenté légèrement plus vite, ces derniers mois, que le montant des autres salaires, les payes de la Générale de Restauration, qui pourtant sont très voisines du SMIC, ont progressé beaucoup moins vite. Ainsi par exemple, en 1981, le salaire de base des employés était de 197 F au-dessus du SMIC, alors qu'actuellement il lui est inférieur de 220 F !



## AIA CLERMONT-FERRAND

# Débrayage contre un licenciement politique

L'Atelier Industriel de l'Air de Clermont-Ferrand, comme les arsenaux, dépend du ministère de la Défense. C'est ainsi que 1 350 personnes ont le triste privilège de travailler sous l'autorité d'un général. Et, comme tout militaire de haute responsabilité, cet émule de Bigeard a aussi sa devise : « Je veux que mes garçons soient les meilleurs ».

Alors bien sûr, de son point de vue, les révolutionnaires ne sont pas les meilleurs.

Le 29 février, une heure avant la fin de la journée, il a convoqué un ouvrier pour lui signifier son licenciement pour le lendemain matin, sans autre forme de procès. Motif : « Vous n'avez pas pu être titularisé au bout de quinze ans de maison à cause de votre mauvais comportement professionnel, je mets fin à votre contrat. Vous n'êtes plus autorisé à rentrer dans l'établissement à partir de demain matin ».

Candidat plusieurs fois aux élections législatives, ce camarade était connu par tout le monde pour défendre les idées de Lutte Ouvrière. Alors bien sûr, pour l'ensemble des ouvriers, ce licenciement avait une odeur politique. Sans compter que, si ce camarade avait réellement eu un « mauvais comportement professionnel », on voit mal pourquoi il

aurait fallu à ses chefs quinze ans pour en tirer la conclusion du licenciement ?

Le lendemain matin, la direction, tout de même prudente, n'empêchait pas le camarade licencié de pénétrer dans l'usine à 7 heures. C'est sous l'impulsion de quelques dizaines d'ouvriers réunis et de quelques militants de base du PCF que la riposte s'organisa, malgré les réticences importantes des directions syndicales. Les représentants de FO disparaissaient bizarrement. La CFDT devait réunir son conseil syndical. Quant aux dirigeants de la CGT, pas très chauds pour passer dans les ateliers, ils furent contraints de suivre le mouvement devant l'insistance des ouvriers sur place et surtout de certains militants du Parti Communiste. Un de ces militants résuma d'ailleurs leur inquiétude en disant : « Le licenciement du gars de Lutte Ouvrière, c'est dangereux. Ça commence par eux, après ce sera à notre tour ».

Partis à une centaine, les travailleurs se sont retrouvés trois heures plus tard à plus de quatre cents — en débrayage — dans le bâtiment de la direction où une délégation allait demander au général de revenir sur sa décision.

Plus d'une heure après, la

délégation redescendait avec un refus catégorique du général, qui acceptait seulement de rediscuter les conditions financières d'indemnisation.

Si la direction se réjouit de ce licenciement, les responsables syndicaux n'en sont pas mécontents. Des centaines de travailleurs ont pu s'en rendre compte. Le représentant de la CGT a exprimé son peu d'enthousiasme à défendre le camarade en déclarant : « Nous avons tout tenté. On a même dit au directeur : Monsieur le Directeur, vous avez eu des problèmes avec cet ouvrier, on vous comprend ; nous aussi nous en avons eus avec lui au syndicat ; mais vous ne pouvez tout de même pas le licencier ». Quant aux deux délégués de FO, n'ayant pas de véhicule pour rentrer chez eux après les discussions, ils se sont fait accompagner par le directeur, sans pudeur ni dignité !

En plus de 40 ans d'existence de l'AIA, il y a eu par deux fois des licenciements politiques. En 1948 Jules Moch, ministre socialiste, licenciait quatre militants du Parti Communiste. En 1984, le directeur, général, sous couvert d'Hernu, ministre socialiste, licencia un militant de Lutte Ouvrière.

Correspondant LO

## PTT TRI AUSTERLITZ

### Le courrier s'accumule



Une seule journée d'action de 24 heures et voilà le centre de tri complètement débordé !

Depuis la grève de la fonction publique du 8 mars, le courrier s'entasse au Tri Austerlitz. Dans le service dit de la PAE, le courrier international (Europe, Amérique, Asie) est parti avec beaucoup de retard. A la fin de chaque service, depuis dix jours, il restait de 200 000 à 300 000 lettres.

Le personnel est déjà bien juste pour le courrier journalier. Chaque nuit il devrait y avoir une soixantaine de personnes à la PAE. Il en manque souvent 5 ou 10 : des collègues en congé ou malades qui ne sont pas remplacés. Alors, pas facile d'évacuer un reste de 300 000 lettres.

A la Province (courrier pour toute la France et Paris), pendant plusieurs jours, plusieurs centaines de sacs sont restés sur les chariots sans même être ouverts.

Au Transit, des milliers de sacs de paquets (Val-de-Marne et Essonne) ont attendu

jusqu'à dix jours pour être triés. Il y avait tellement de sacs qu'une partie du quai de déchargement était bouchée. Ce sont des paquets « non urgents », mais quand même !

Bref, une seule journée d'action de 24 heures et voilà le centre de tri complètement débordé ! C'est la conséquence d'une situation qui est en permanence à la limite extrême. Mais, pour le ministère, il n'est pas question de créer un seul emploi dans les PTT. Il est au contraire question de prendre des postiers sur les centres de tri pour les mettre ailleurs, en particulier dans les bureaux de poste. Ainsi, il est prévu de supprimer 142 postes sur les centres de tri parisiens, dont 13 à Austerlitz (sur environ 1 300 personnes).

Bref, le courrier risque fort de continuer à prendre du retard et cela tous les jours !

Correspondant LO

## AGF FAVART-RICHELIEU

### AGF-avec nous !

Le 15 mars dernier, un deuxième tour d'élections avait lieu pour élire des délégués du personnel suppléants (aux AGF, les suppléants ont les mêmes droits que les titulaires).

Pour la première fois depuis une quinzaine d'années, le quorum n'a pas été atteint au premier tour des élections. Une liste de candidats libres, La Voix des Travailleurs, a obtenu deux élus (sur neuf sièges à pourvoir) et 27 % des voix. Elle se trouve en deuxième position, immédiatement après la CFDT, majoritaire aux AGF, et avant la CGT et FO.

Les candidats qui composent la liste, dont des camarades de Lutte Ouvrière, sont connus de longue date dans l'entreprise. Ils sont connus pour leurs idées sur la démocratie

ouvrière, connus pour leur refus de l'austérité payée par les travailleurs, qu'elle soit imposée par un gouvernement de gauche ou de droite. C'est d'ailleurs pour ces idées qu'ils avaient été écartés des listes de candidats par les directions

syndicales. Et surtout, les candidats de cette liste ont mené campagne dans les services et se sont engagés à consacrer leur temps et leur énergie à l'activité de délégués prêts à organiser avec les salariés la défense de leurs intérêts.

Résultats du deuxième tour des élections	
Inscrits	1 123
Votants	598
Blancs/Nuls	8
Valablement exprimés	590
La Voix des Travailleurs	160 voix 2 élus
CFDT	164 voix 3 élus (— 1)
CGT	146 voix 2 élus (— 1)
FO	120 voix 2 élus

## La CGT prend des gants avec les indices

L'indice CGT de la hausse des prix existe toujours, même si depuis 3 ans la CGT est moins empressée de le mettre en valeur. Il a atteint 1,3 % en février (contre 0,7 % à l'indice INSEE du gouvernement) et 2,4 % depuis le début de l'année (contre 1,4 %), soit 1 % de différence sur 2 mois. C'est ce qu'a annoncé un représentant de la Confédération à une récente conférence de presse relatée par le journal L'Humanité du 17 mars.

Evidemment gêné par cette distorsion, G. Alezard, le secrétaire confédéral, a tenu à expliquer « qu'il ne s'agit pas pour nous de mettre en cause la valeur des statistiques qui ont la charge actuellement de calculer l'indice INSEE ». Il veut juste constater que cet indice est « inadapté à la

mesure des hausses des prix que subissent les travailleurs dans la vie quotidienne ». G. Alezard a d'ailleurs précisé que l'indice CGT reflète la consommation d'un ouvrier qualifié parisien ayant 2 enfants et locataire de son logement. Cet indice intègre des éléments absents de l'indice INSEE : assurances obligatoires pour l'automobile et le logement par exemple, ou encore les frais d'hospitalisation.

En fait, c'est parce qu'elle soutient le gouvernement que la CGT refuse de dire la vérité aux travailleurs : à savoir que l'indice INSEE continue à être truqué et manipulé pour servir directement les projets gouvernementaux d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs.



## « La ville en Afrique noire »

de Jean-Marc Ela

Lagos au Nigéria atteint les 4 millions d'habitants, Kinshasa au Zaïre 3 millions. La population de Dakar croît de 6 % chaque année. Dans les bidonvilles de Lusaka en Zambie, « un million de jeunes n'ont pas d'emploi ». Après avoir montré comment les villes d'aujourd'hui en Afrique noire sont un héritage de la colonisation, l'auteur décrit l'explosion urbaine africaine de ces dernières années et en analyse ensuite les causes, principalement l'exode rural massif : Lagos s'accroît chaque année de 250 000 habitants, les trois quarts venant de la campagne. Fuyant la misère des campagnes, beaucoup d'Africains sont attirés par ce que l'auteur appelle « les mirages de la ville ». Mais c'est pour y trouver la misère urbaine, le chômage, les bidonvilles : le capitalisme européen a détruit l'économie traditionnelle, mais celle-ci n'est pas remplacée par un réel développement industriel créateur d'emplois : « Au Sénégal, sur 3,8 millions d'habitants, l'industrie emploie seulement 29 000 salariés ».

L'auteur analyse du point de vue du sociologue « la vie urbaine et les modèles traditionnels », « les mentalités ethniques » qui permettent de conserver en ville des liens de solidarité mais s'opposent à la conscience de classe. C'est

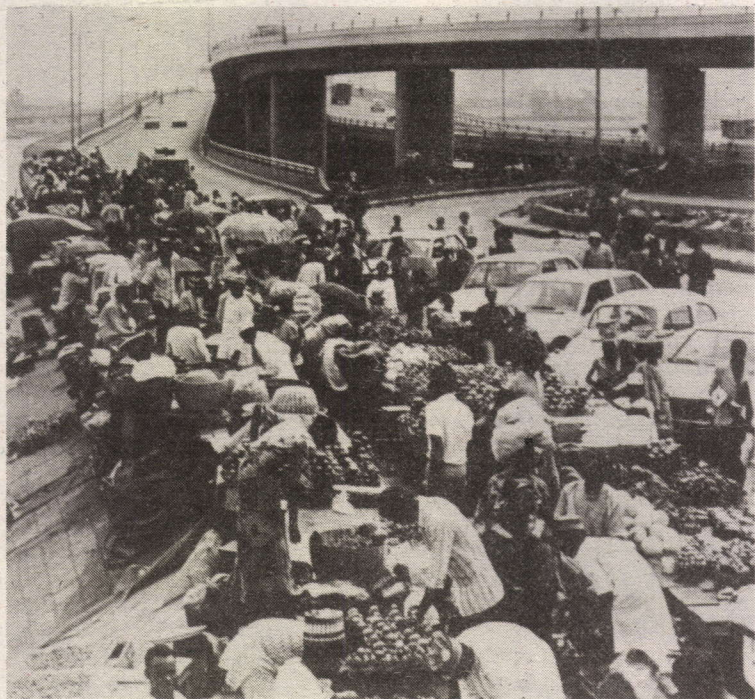
pour lui l'occasion de dénoncer plus généralement les nouvelles bourgeoisies qui se sont développées depuis l'indépendance à l'ombre des puissances impérialistes, la croissance de leur appareil d'Etat, leur appareil de répression. Car dit-il, « toute remise en cause de la structure urbaine imposée à l'Afrique par l'économie de traite amène des transformations de la société globale ». Sans préciser les luttes nécessaires pour y parvenir, il propose de nouvelles relations ville-campagne qui ne

soient pas calquées sur l'Europe.

Malgré son vocabulaire sociologique qui rend la lecture parfois pesante, le livre donne des informations nombreuses et diversifiées sur ce que peut être aujourd'hui la vie dans les villes d'Afrique noire pour la population. Il permet de se rendre compte de la situation explosive qui y règne.

Michel BROUSSE

La ville en Afrique noire de Jean-Marc Ela. Ed. Karthala. 219 pages. 68 F.



## « La place » d'Annie Ernaux

Dans ce petit ouvrage d'une centaine de pages, Annie Ernaux raconte la vie de ses parents, ouvriers du pays de Caux issus d'un milieu paysan.

Le récit commence avec le grand-père paysan. Ensuite, vient la vie du père. Après le régiment, il est sorti du « premier cercle », celui de la paysannerie, pour devenir ouvrier, s'embaucher dans une corderie.

Puis le père et la mère, ouvrière aussi, ont cherché à sortir du « second cercle », celui des ouvriers, pour « monter » et devenir patrons d'un petit café-épicerie. Ils se sont arrêtés là, ne sont pas parvenus à se hisser plus haut. Seule la fille, bonne élève, boursière, élève d'une école normale d'institutrices, a continué plus loin, jusqu'au CAPES, le con-

cours qui lui ouvrait l'accès au poste de professeur de lycée. La réussite sociale !

Annie Ernaux, devenue donc « professeur de lettres », sait retrouver les expressions populaires qui évoquent, par une multitude de touches concrètes, la vie au jour le jour de gens simples, qui voudraient « arriver ». C'est un témoignage sur des ouvriers honteux de leur classe, qui souhaiteraient échapper, comme beaucoup, à leur sort. Individuellement. Et un témoignage aussi sur les filles ou fils d'ouvriers ou de petits commerçants qui voudraient eux aussi « arriver »... en devenant des petits-bourgeois enseignants.

Annie Ernaux y est parvenue. Ses études, la fréquentation d'étudiants d'autres milieux, l'ont coupée de sa famille. Et

elle s'est laissé prendre au jeu, à la vie avec un mari intellectuel de la ville qui n'avait pas envie de frayer avec la belle-famille populaire.

C'est pour se racheter de cette honte peu glorieuse de son milieu d'origine — elle ne s'en cache pas — que la fille a pris la plume pour écrire la vie de ses parents, leur rendre hommage... posthume.

Son livre est un peu de la vie en tranches : vie de paysans qui veulent devenir ouvriers ; d'ouvriers qui veulent devenir commerçants ; de fille de commerçants qui veut devenir petite-bourgeoise des villes... Vies de gens comme il en existe beaucoup sans doute ; mais ce petit livre ne manque pas pour autant d'intérêt.

Nelly MEYER

## « Journal d'un chien » d'Oskar Panizza

Oskar Panizza, écrivain allemand de la fin du siècle dernier et auteur de ce *Journal d'un chien*, est surtout connu pour un écrit, violent pamphlet anticatholique, *Le concile d'amour*.

Cette haine des curés, « les plus grands faiseurs de simagrées du genre humain », se retrouve dans ce court *Journal d'un chien*, mais n'en constitue pas l'essentiel. Armé d'un gros bon sens animal, d'un non moins bon sens de l'observation et d'un tout aussi bon sens de l'humour, c'est toute

l'espèce humaine, ses coutumes, ses simagrées, en un mot ses conventions que Panizza observe au travers du regard d'un chien.

Vue au ras du trottoir l'espèce humaine lui semble bizarre, incompréhensible, pour tout dire sans queue ni tête ! Tout n'y est que gesticulation sans signification. Seule la mort peut-être...

Et le chien philosophe en tire cette conclusion désabusée : « Moi qui voulais diviser la race des hommes, répertoire leurs

travers et les conspuer, je ne suis qu'un misérable chien qui, peut-être, va bientôt crever »...

Les réflexions de ce chien illustrent ainsi un profond dégoût pour l'espèce humaine qui conduisit Oskar Panizza lui-même dans un asile d'aliénés où il passa les vingt dernières années de sa vie. Mais cette critique du genre humain reste tout de même... à ras de terre !

A.M.

*Journal d'un chien* d'Oskar Panizza. Ed. Plasma. 80 pages. 49 F.

## URSS

### « Le feu souterrain »

recueil de textes du Samizdat d'URSS

Ce petit livre est un recueil de textes du Samizdat d'URSS, autrement dit de textes circulant sous le manteau en URSS. Les auteurs de l'ouvrage ont sélectionné intentionnellement des appels, des déclarations, des informations témoignant de l'existence d'une contestation, voire de révoltes organisées au sein de la classe ouvrière. La plupart des textes sont signés de dirigeants du syndicat libre, le SMOT — l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs — créé en octobre 1978. Dans sa déclaration de fondation, reproduite dans l'ouvrage, le SMOT se propose de « défendre ses membres en cas de violation de leurs droits dans les différentes sphères de leur activité : économique, sociale, culturelle, religieuse, quotidienne et politique, par tous les moyens possibles dans le cadre de la Constitution en vigueur et des accords internationaux... ».

Le SMOT se situe lui-même dans la continuité d'autres syndicats libres créés en 1977 et 1978 et détruits par le pouvoir. Le SMOT précise qu'il est un syndicat et non un parti politique, qu'il ne sollicite pas l'aide des gouvernements mais compte sur le soutien des travailleurs eux-mêmes tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Dans ses « principes organi-

sationnels », le SMOT se veut une « fédération de groupes autonomes qui, à des fins de coordination, délèguent leurs représentants, constituant ainsi le Soviet des Représentants (SR) ».

Ce sont les membres de ce « soviet » seuls qui divulguent leur identité. Ce sont eux qui subissent la répression. Ils sont presque tous dans des camps ou des asiles psychiatriques à l'heure actuelle. Ce sont leurs déclarations, leurs biographies qui constituent l'essentiel de l'ouvrage.

Au travers de leurs déclarations, brèves et peu nombreuses, il est difficile de se faire une idée exacte de ce que représente le SMOT, de son combat, de son influence. En tant que syndicat, il regroupe divers courants politiques, certains n'hésitant pas à se réclamer du marxisme, voire d'une Opposition de gauche (et à faire lire Trotsky), d'autres regardant ouvertement en direction des USA.

Mais tous témoignent de résistances et de luttes grévistes au sein de la classe ouvrière et de l'existence d'une forme organisée de contestation au pouvoir. De ce point de vue, *Le feu souterrain* est un intéressant témoignage. A.M.

*Le feu souterrain*, recueil de textes du Samizdat d'URSS. Edition Ad Hoc. 134 pages. 60 F.

## « Moscou, place du manège »

de Charles Bettelheim

*Moscou, place du manège* est le récit un peu romancé d'un séjour que fit Charles Bettelheim en URSS en 1936.

Le héros, qui ressemble comme un frère à l'auteur, est un jeune militant du PCF qui, parti en touriste, réussit à rester en URSS et à y travailler comme traducteur.

Il y découvre, à sa grande stupéfaction, que l'URSS compte toujours des privilégiés : dans le milieu des journalistes, on touche au minimum un salaire six fois supérieur à la moyenne. L'intelligentsia vit bien, dans des appartements spacieux, dispose parfois d'une bonne, d'une voiture et d'une maison de campagne, pendant que les paysans affamés errent dans les villes et que les ouvriers vivent mal, soumis aux brimades de la hiérarchie et à la surveillance policière.

Bien sûr, l'aisance matérielle se paie par la servilité : « Ici, le sort de la plupart des intellectuels est, à un moment ou à un autre, d'écrire des choses auxquelles ils ne croient pas ».

Rude découverte pour le narrateur qui se sent également atteint par le procès des Seize, celui de Kamenev et de Zinoviev, une vraie « mise en scène judiciaire » qu'il « condamne moralement » tout en se disant qu'il n'est pas impossible

qu'un tel procès soit « justifié politiquement, comme nécessaire à la consolidation du régime soviétique ».

Mais si le héros découvre tout sur l'URSS, le lecteur, lui n'apprend rien qu'il ne sache déjà.

Peut-être en apprendra-t-il un peu plus sur les états d'âme de Bettelheim ? Sans doute, car l'auteur insiste sur « la confusion d'esprit » qui fut la sienne à son retour d'URSS, sur ses doutes qui lui valurent, comme il le rappelle en exergue de son livre, « d'être écarté du PCF dès 1937 », mais qui n'allèrent pas jusqu'à le pousser à publier ses réflexions sur-le-champ.

Quant aux conclusions qu'il en tire dans cet ouvrage, il se garde bien de les expliciter, se bornant à dénoncer « une certaine conception du marxisme, celle qui a prévalu en URSS et dans tous les pays se réclamant de la même tradition idéologique ».

Mais un tel « flou » convient parfaitement au style de ce livre finalement assez inconsistant, à ces souvenirs dont la publication bien tardive semble devoir plus à la mode qu'au goût de la vérité.

Sylvie MARECHAL

*Moscou, place du manège*, de Charles Bettelheim. Ed. Scarabée et compagnie. 267 pages. 76 F.



## « La vie quotidienne des paysans russes de la révolution à la collectivisation (1917-1939) »

de Nicolas Werth

Le livre de Nicolas Werth est consacré, pour les trois quarts, aux événements des années 1920. Il décrit le cadre de vie, les coutumes, les aspirations de la paysannerie russe et l'impact de la Révolution de 1917 sur son mode de vie traditionnel.

Entre l'avant 1917 et l'après 1917, le décret sur la terre a attaché les paysans au nouveau pouvoir. Mais il n'a pas mis fin à leur misère ni à leur isolement. En 1924, la distance moyenne d'un village à un bureau de poste est de 32 km. En janvier 1925, les administrations rurales ignorent encore des décrets passés pendant l'été 1924. La guerre civile, la terrible famine de 1921, le délabrement de l'industrie ont accru la misère; avant 1914, le quintal de seigle valait 12 kilos de sucre, en 1926 il n'en vaut plus que 6. La guerre a ruiné de nombreux paysans: ils n'ont même plus l'animal de trait qui leur permettait de labourer leur terre.

Les préjugés sont toujours aussi vivaces: les paysans croient en de multiples superstitions; ils méprisent leur pope mais en ont besoin, comme le dit un vieux paysan: « Si les choses étaient différentes, si quelqu'un t'indemnisait par exemple quand un malheur t'arrivait, alors on pourrait se consoler et se passer de reli-

gion... ». En 1924, des paysans refusent de confier leurs enfants à une crèche car on va « leur ôter leur petite croix et les vouer à l'Antéchrist ».

Rétifs au changement, les paysans n'ont pas envie de troquer leur assemblée communale traditionnelle des chefs de famille contre un soviet où les jeunes et les femmes voteraient (« Nous n'avons pas fait la révolution, disent-ils, pour que nos femmes passent leur temps à bavarder »). Cet organisme leur semble d'ailleurs tout à fait inutile (en 1927, seulement 3 % des soviets ruraux ont un budget) et même nuisible (ils servent essentiellement au maintien de l'ordre et à la collecte des impôts). Bref, le soviet, c'est le pouvoir « d'en-haut », pas le leur; et s'ils apprécient les « bolchéviks » qui leur ont donné la terre, les paysans sont plus que méfiants envers les « communistes » qu'ils assimilent aux fonctionnaires: comme le dit un paysan: « Comment le parti arriverait-il à nous trouver à tous des postes si chacun voulait devenir communiste ? ».

Il est évident qu'avec la montée et la consolidation de la bureaucratie, l'image du président de soviet gratte-papier, « petit chef » et de surcroît corrompu, va devenir monnaie courante.



En 1928, les villes manquent de céréales; la famine menace; vu les prix proposés par le gouvernement et la pénurie de produits manufacturés dans les villages, les paysans n'ont pas livré leur grain. Crise prévisible, à laquelle la bureaucratie répond par la répression puis la collectivisation forcée. Dès l'été 1929 commencent les déportations de koulaks ou supposés tels. Les paysans pour qui « le kolkhoze, c'est la caserne à vie », cachent leur grain et abattent leur bétail. La résistance est très vive et encore enfouie dans le secret des archives. Nicolas Werth affirme cependant que « dans le Caucase du Nord et un certain nombre de districts de l'Ukraine, on jeta contre les

paysans les unités régulières de l'Armée rouge et même l'aviation ». De 1929 à 1933, il y eut 5 millions de déportés auxquels il faut ajouter les 4 millions de victimes de la famine de 1933. De 1929 à 1939, 25 millions de paysans (1 sur 5) quittèrent la terre.

Le livre de Nicolas Werth s'achève sur cette description de la ruine de la paysannerie russe et du délabrement de l'agriculture collectivisée.

Documenté, vivant, ce livre est essentiellement descriptif. Partant d'une certaine idéalisation de la « civilisation paysanne », l'auteur a tendance à mettre dans le même sac la difficulté pour les Bolchéviks à changer l'héritage de misère du passé, et la politique de col-

lectivisation forcée de la paysannerie voulue par Staline. Mais le but de ce livre n'est pas d'expliquer comment on a pu passer des maladrances des premiers militants envoyés dans des campagnes hostiles, aux virages de la politique stalinienne s'achevant par une répression féroce. Il raconte la vie à la campagne, les réactions des paysans à travers des petits faits et des anecdotes. On se perd parfois un peu dans les détails mais l'ensemble ne manque pas d'intérêt.

Sylvie MARECHAL

La vie quotidienne des paysans russes de la Révolution à la collectivisation (1917-1939), de Nicolas Werth. Ed. Hachette. 390 pages. 85 F.

## « Silence hôpital » de Viatcheslav Syssoïev

Le dessinateur Syssoïev a un humour qui ne plaît pas aux autorités soviétiques. Ses caricatures lui valent de purger actuellement une peine de deux ans de camp dans la région d'Arkhangelsk.

Sous le titre Silence hôpital, ses écrits autobiographiques viennent d'être publiés, accompagnés d'une soixantaine de dessins de l'auteur. Un premier recueil de dessins, intitulé La vie est devenue meilleure... était paru aux éditions Maspéro en 1980.

Fils d'un journaliste bien dans la ligne, maquettiste dans un cabinet d'architecture, Syssoïev aurait peut-être continué une vie assez ordinaire si, à 38 ans, il ne s'était pas décidé à sortir ses dessins de son armoire avec l'intention de les exposer. Dès lors, il connut la censure, les intimidations, son appartement perquisitionné. Il se cacha pendant trois ans et demi avant d'être arrêté, en février 1983.

Ses écrits, après avoir relevé quelques souvenirs de son enfance, apportent un témoignage, intéressant mais limité, qui porte sur les problèmes des dessina-

teurs et peintres non-conformistes auxquels il a été lié. Dans ses dessins, sortes de caricatures grotesques et satiriques, s'affirment avec force une dénonciation des droits de l'homme bafoués, une satire de la vie quotidienne où l'alcool semble avoir une importance considérable, à égalité avec la saucisse, qui est parait-il un élément essentiel de l'alimentation en URSS. Il y a aussi de curieux individus, dont la tête a été remplacée par une sorte de boîte, ce qui leur pose bien des problèmes

pour penser, pour communiquer et éprouver des sentiments.

Jean SANDAY

Silence hôpital de Viatcheslav Syssoïev. Ed. Scarabée et Compagnie. 191 pages. 98 F.

Du même auteur: La vie est devenue meilleure. Ed. Maspéro (1980). 134 pages. 55 F.

Quelques dessins sont exposés au « Bibliophile Jacob », 11, rue Jacob Paris 6<sup>e</sup> (le lundi, de 14 h à 19 h, les autres jours de 12 h à 20 h, jusqu'au 31 mars).





## Sélection

### Samedi 24 mars

**20 h 35. TF1.** Téléfilm : **Zacharius**, l'inventeur du « mouvement perpétuel », d'après Jules Verne, avec Charles Denner.



**22 h 30. FR3.** Film : **L'affaire Lafarge** de Pierre Chenal (1937). Une affaire criminelle sous la Troisième République avec Pierre Renoir et Eric Von Stroheim.

de Roger Vailland. La loi de la jungle dans un petit port italien. Avec Gina Lollobrigida, Mastroianni, Montand, Brasseur.

**Parrain I et II** et d'autres séquences inédites. Avec De Niro, Al Pacino, Marlon Brando. **22 h 40. TF1.** **Le jazz et vous.** Evocation de l'histoire du jazz.

### Vendredi 30 mars

**21 h 35. A2.** **Apostrophes :** Romans divers.

**20 h 40. A2.** Film : **Les aventures de Robin des Bois** de Michael Curtiz. Un classique de l'âge d'or de Hollywood avec Errol Flynn.



• La Maison de la Culture de La Rochelle et du Centre-Ouest organise, le mardi 27 mars, dans la grande salle, un concert Ravi Shankar.

• Le Printemps de Bourges, ce festival de la chanson, du rock et de la musique, associant 250 artistes dans 90 spectacles, se tiendra cette année du 31 mars au 8 avril.

• Les troisièmes journées cinématographiques contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples se dérouleront jusqu'au 27 mars 1984 dans différents lieux et villes du Val-de-Marne.

Leur thème sera : **L'œil vers... l'Afrique noire.**

Pour en savoir plus, contacter : Cinéma La Lucarne, 100, rue Juliette Savar 94000 Créteil. Tél. : 377.50.56.

• Le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples nous communique qu'une exposition-photos : **Vivre ensemble avec nos différences** aura lieu à Paris au point de rencontre RER-Châtelet-Les Halles. Elle durera jusqu'au 28 mars.

• Roger Lahaye fera une représentation exceptionnelle à la Maison de la SACEM, 225, av. Charles De Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine (métro-bus : Pont-de-Neuilly) le 29 mars 1984 à 14 h 30 et 20 h 30. (L'entrée en matinée — spectacles enfants à 14 h 30 — et en soirée — spectacle à 20 h 30 — se fait par le 4 de la rue du Général Lanrezac.

• Au Centre Culturel Canadien, 5, rue de Constantine 75007 Paris, les mardi 3, mercredi 4 et jeudi 5 avril à 20 h 30 aura lieu un spectacle de poésie chantée : **Du côté de chez Proust**, avec Roger Bellemare, baryton, et Jeff Cohen, pianiste.

Au même endroit, le jeudi 5 avril, projection du film : **Quelques féministes américaines**, à 18 h 30.

• Dans le cadre de la semaine nationale du Théâtre, du 24 au 31 mars 1984, auront lieu :

A Châtenay-Malabry : Sur une proposition du Théâtre du Campagnol et de l'association « Une ville se raconte », avec le concours de la municipalité :

Samedi 24 mars, à l'ancienne piscine, journée « Portes Ouvertes », du Théâtre du Campagnol et de l'association « Une ville se raconte ». De 14 h à 19 h 30, présentation du travail théâtral. A 21 h, lecture des deux derniers actes de la pièce de Gorki : **Les estivants.**

Et le dimanche 25 : Carnaval à la Butte Rouge. Départ du défilé à 15 h, place François Simiand.

A Montreuil : Le Théâtre Ecole de Montreuil organise une journée « Portes Ouvertes », le samedi 31 mars de 10 h à minuit, 19, rue Antoinette à Montreuil, M° Mairie de Montreuil, Bus 129, arrêt Saint-Denis. Tél. : 858.65.33. Avec films, vidéos, diapos, répétitions en public, lectures dramatiques, exposition. Entrée libre.

**22 h. TF1.** Droit de réponse : **faillites organisées ?** Des représentants de syndicats, Bernard Tapie, le neveu de Bouscassac, nous apprendront-ils à qui profitent les faillites ? Manquent sur le plateau les travailleurs concernés...

### Lundi 26 mars

**20 h 35. FR3.** Film : **La chair de l'orchidée** de Patrice Chereau d'après Hadley Chase. Une vieille femme et deux tueurs convoitent la fortune d'une jeune femme. Avec Charlotte Rampling, Bruno Cremer, Simone Signoret, Edwige Fenech.

**20 h 35. A2.** Théâtre : **Dylan.** La vie du poète Dylan Thomas, Rimbaud gallois, avec Marcel Maréchal et Marie-Christine Barrault.

**22 h 05. TF1.** Débat : **La terre asphyxiée par la pollution**, avec des scientifiques et Alain Bombard.

**21 h 55. TF1.** **Première mondiale.** Concert de l'Orchestre national de France à New York dirigé par Lorin Maazel, diffusé simultanément par France-Musique : Rachmaninov, Prokofiev, Ravel.

**21 h 55. TF1.** **Exils.** Deux court métrages sur la vie des immigrés algériens et sénégalais. **23 h. A2.** Ciné-club. Cycle humour : **Papa d'un jour**, de Harry Langdon. Une histoire réellement à dormir debout et à rire pendant une heure.



### Mercredi 28 mars

**20 h 35. FR3.** **Agora.** Débat sur l'homosexualité.

### Jeudi 29 mars

**20 h 35. A2.** **La Saga du Parrain** de Francis Ford Coppola. Feuilleton en neuf épisodes reprenant les deux films Le

### Dimanche 25 mars

**20 h 30. TF1.** Film : **La plus belle soirée de ma vie** d'Ettore Scola. Un procès imaginaire joué par des magistrats à la retraite, occasion d'une critique des milieux financiers italiens. Une belle distribution : Michel Simon, Pierre Brasseur, Charles Vanel, Alberto Sordi.

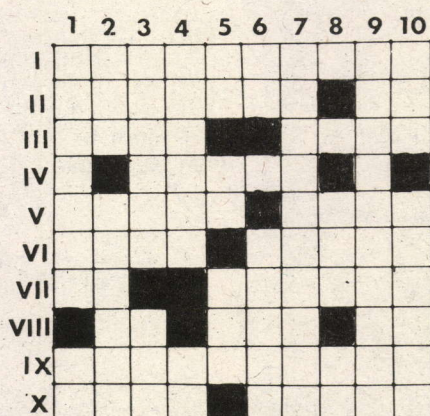
**20 h 35. FR3.** **Histoire de la photographie.** 3<sup>e</sup> émission : l'avènement de la couleur.

**22 h 10. A2.** **Opus 84 :** l'actualité de la musique classique présentée par Eve Ruggieri.

### Mardi 27 mars

**20 h 35. TF1.** **Politiques :** comédie de Chirac face à la presse. **20 h 35. FR3.** Film : **La loi** de Jules Dassin, d'après le roman

## Mots croisés



**HORIZONTAL.** — I. Volants d'insécurité. II. Il met la balle en jeu. Ville de Mésopotamie. III. Soutien. Querelle. IV. Il a sauté. V. Impératrice de Byzance. A sec. VI. Abrite un monstre. De Paris c'est tout un poème. VII. Adverbe de lieu. C'est pas toujours de la tarte. VIII. Tomber dessus ne facilite pas les choses. Dans la reliure. Phase de lune. IX. Plus très jeune. X. Beaux, ils nourrissent moins que ménagers. Greffes.

Solution du n° précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	N	E	T	R	I	E	R
II	E	T	U	D	I	A	N	T	E
III	N	I	A	I	S	T	E	L	L
IV	S	E	L	O	T	E	R	I	E
V	U	R	I	N	R	N	C		
VI	A	E	T	O	S	E	N	T	
VII	L	I	R	A	L	E	E	E	
VIII	I	L	I	L	C	L	O	U	
IX	T	O	U	R	I	S	T	E	R
X	E	T	R	E	N	N	E	S	

**VERTICAL.** — 1. Alcaïde. Du verbe aller. 2. Manche. Le père peint et le fils filme. 3. Vont de travers. Plateau pour tourner. 4. Plus lourds que l'air. Sur Tille. 5. Cube. Négation. Blocage. 6. Il murmure dans la prairie. Excroissance à la noix. 7. Met en fureur. 8. Intérieur d'une bouche enflammée. Sont en tête. 9. Qui pousse abondamment. 10. La nôtre n'est pas secondaire. Plantes à fleurs jaunes.



# FILMS

## « Carmen »

de Francesco Rosi



Le succès des films-opéras tournés dans des décors autres que les scènes d'opéra elles-mêmes ne se dément pas. Après *Don Giovanni* et *La Traviata*, voici maintenant *Carmen*. Et c'est tant mieux : le cinéma permet de rendre plus accessible un genre nécessairement conventionnel lorsqu'il est joué sur une scène. La musique elle-même y gagne.

Francesco Rosi a situé son film en 1875, l'année où la *Carmen* de Bizet a été représentée pour la première fois. Les costumes, les décors (les arènes de Ronda en Espagne notamment) sont somptueux. Il a retenu un parti pris réaliste. Les soldats ont l'air plus vrais que nature dans leur fatuité arrogante, les cigarières travaillent réellement dans un atelier sous la direction de contremaitresses, etc. Les acteurs jouent. On oublie parfois qu'ils chantent.

L'auteur a introduit quelques dialogues parlés qui n'existent pas dans l'opéra et qui facilitent la compréhension de l'action.

Les trois acteurs principaux : Ruggiero Raimondi dans le rôle d'Escamillo, Plácido Domingo pour Don José, et surtout Julia Migenes-Johnson, admirable, sensuelle, rouée, intelligente, dans le rôle de Carmen, chantent et jouent parfaitement. Sans être une grande voix, Julia Migenes-Johnson est une belle voix. Nuance. Mais quelle Carmen !

André VICTOR

## « Le temps suspendu »

de Peter Gothar

Hongrie 1956 : le film parcourt les immeubles détruits, s'arrête sur les francs-tireurs, les chars russes. Insurgé, le père du héros du film, Dénès, fuit à l'Ouest, sans sa femme et ses deux jeunes fils qui refusent de le suivre.

Ainsi introduit, le film nous reporte ensuite au début des années soixante. La Hongrie est « normalisée ». Ceux qui ont connu les événements de 1956 ont repris leur vie habituelle. Dans les milieux de la classe moyenne, chacun cherche à se faire remarquer le moins possible, à s'en sortir au mieux, tels la mère de Dénès et son ami qui veut faire oublier ses écarts de 1956. Mesquineries, conformisme, surveillance, corruption ont repris leurs droits.

Il en est de même dans le lycée de Dénès et de son frère où la grisaille des murs lépreux renvoie à la grisaille de la vie quotidienne.

Devenus adolescents, ils étouffent dans ce carcan, comme tous leurs copains. Les luttes passées, les discours officiels, ils les rejettent. Tout ce qu'ils veulent, c'est vivre

librement leur éducation sentimentale et s'évader au rythme de musiques américaines. A côté d'eux, le monde des adultes apparaît encore plus triste, galerie de personnages caricaturés, soumis, démoralisés ou déboussolés. L'esthétisme de la prise de vue vient sans cesse renforcer cette impression.

Mais les jeunes pour la plupart se rangeront aussi. En 1967, le frère de Dénès est devenu chercheur en biologie, uniquement préoccupé par ses souris. Son ancienne petite amie, mariée, pousse une voiture d'enfant. Seul, Dénès, soldat en permission, ne s'est pas adapté.

Le film est intéressant par ce qu'il montre de l'atmosphère de ces années en Hongrie. L'attraction de l'Ouest sur les jeunes y est forte. Mais la différence entre les deux mondes est-elle si grande ? L'absence de perspectives des jeunes, leurs préoccupations, leur rejet confus d'un monde conformiste ressemble beaucoup à ce que bien des films ont montré de la jeunesse des années 60... à l'Ouest.

Michel BROUSSE

## « Local Hero »

de Bill Forsyth avec Burt Lancaster

Une puissante société pétrolière américaine a décidé d'implanter une raffinerie sur la côte écossaise.

Va-t-on assister au combat classique de David contre Goliath, du petit village contre la puissante société américaine ? Le réalisateur a d'autres intentions, beaucoup moins attendues.

Pour tout le village, l'arrivée de cet homme et de son adjoint couverts de dollars, prêts à payer un bon prix, c'est plutôt l'affaire à ne pas manquer et tout le village est bien décidé à vendre — si possible au meilleur prix —. Et c'est du côté du comportement des « vilains hommes d'affaires » que vient la surprise.

Ils rencontrent quelques-uns

des habitants de ce village, tour à tour serviables, pittoresques, attachants. Ils en sont, petit à petit, transformés. Au fil des jours, ils s'adaptent à la vie de ce petit port un peu irréel, ne se rasent plus guère, troquent le costume-cravate pour le col roulé, dansent aux fêtes, découvrent l'amour, l'amitié et oublient quelque peu leur mission.

Ce film-fable, qui joue sur les oppositions entre la vie moderne des grandes villes et la vie tranquille, un peu lente, des villages, traitée sur un mode humoristique très souvent déroutant, tient du conte de fées remis au goût du jour. Laissez-vous prendre par le genre, vous serez ravis.

Jacques FONTENOY

## « L'enfer de la violence »

de J.L. Thomson

Il s'agit d'un classique règlement de comptes en forme de vengeance, avec un bon et un méchant. Le méchant, c'est le docteur Molloch, Maître ès-tortures au service de toutes les dictatures d'Amérique latine, ce qui vaut au début du film quelques scènes assez dures.

Avec un tel méchant, le bon n'en est que meilleur, même s'il s'agit d'un autre genre d'assassin, un tueur à gages recruté par une organisation de résistance pour venir à bout du tortionnaire. Mais là où le bon devient vraiment très bon, c'est lorsqu'il accepte de sortir gratuitement (mais oui !) de sa retraite enchantée, pour venger un vieil ami à lui, journaliste, mort des mains du Dr Molloch en question.

La suite est sans surprise. Le « justicier », Charles Bronson, froid et impitoyable à souhait, fait ce qu'on attend de lui, même si le scénario est un peu

bâclé. Au passage, le réalisateur désigne même l'impérialisme américain et ses représentants comme les responsables directs des activités du sinistre Molloch. On a même droit à la fin à la vengeance collective des opprimés qui viennent ravir à Charles Bronson, un peu déçu, sa vengeance personnelle.

Tout est donc bien qui finit bien. Le méchant meurt, le bon regagne son île de rêve, accompagné d'ailleurs par la veuve de son copain. Comme on voit, cette étrange histoire où une organisation de résistance, plutôt que d'agir elle-même, a recours à un tueur à gages au grand cœur, a peu de choses à voir avec la réalité. Le contexte politique et le sort des opprimés d'Amérique latine servent juste de toile de fond, de prétexte, à un quelconque film d'action, même pas réussi.

Claude CHARVET

## Sélection Dans les salles parisiennes

### Films récents...

#### LE BAL. d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires. Forum Cinéma Orient Express 1<sup>er</sup>. Capri 2<sup>e</sup>. UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>. Olympic Balzac Elysées 8<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup>. 14 Juillet Beaugrenelle 15<sup>e</sup>.

#### LES CAVALIERS DE L'ORAGE. de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et 1917. Une jeune femme médecin et deux maquignons. Des paysages splendides, des épisodes de guerre, l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme qui choisit d'agir selon sa conscience. Plein de bons sentiments. Berlitz 2<sup>e</sup>. Cluny Palace 5<sup>e</sup>. Rotonde 6<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

#### RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant

antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Epée de Bois 5<sup>e</sup>. Saint-Ambroise 11<sup>e</sup>.

#### LE JOUR D'APRÈS. de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire. Rivoli Beaubourg 4<sup>e</sup> (vo). Paramount Montmartre 18<sup>e</sup>.

#### TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis. Version 1984 d'Alan Johnson : George V 8<sup>e</sup> (vo).

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo).

#### ET VOGUE LE NAVIRE. de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo).

### ...et moins récents

#### FESTIVAL ANDREI TARKOVSKY.

4 films du cinéaste soviétique dont Andreï Roublev. Cosmos 6<sup>e</sup> (vo).

#### DANTON.

d'Andrzej Wajda avec Depardieu. Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

#### LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Impérial 2<sup>e</sup>.

#### FENÊTRE SUR COUR. d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. St-Germain Huchette 5<sup>e</sup> (vo). St-Michel 5<sup>e</sup> (vo). Gaumont Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Georges V 8<sup>e</sup> (vo). Lumière 9<sup>e</sup>. 14 Juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo). Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

#### LE VOLEUR DE BICYCLETTE. de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Logos I 5<sup>e</sup> (vo).

#### MOLIERE d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

#### Bonaparte 6<sup>e</sup>.

#### TOOTSIE. de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés. Opéra Night 2<sup>e</sup>.



GRANDE-BRETAGNE

## MALGRÉ LA MOBILISATION POLICIÈRE, LA GRÈVE S'ÉTEND



Les grévistes du piquet de grève s'adressent par gestes aux « jaunes » qui voudraient travailler. Sur la pancarte : « Nous ne céderons pas »... (Photo AFP)

**L**E 19 mars, les mineurs britanniques ont entamé leur deuxième semaine de grève contre les 20 000 suppressions d'emplois annoncées en 1984 par le gouvernement Thatcher.

Malgré de multiples tentatives pour intimider les grévistes, le mouvement n'a cessé de gagner de l'ampleur. Et, le 20 mars, les Charbonnages britanniques ont dû reconnaître que les grévistes avaient encore gagné du terrain, paralysant désormais 136 des 174 mines du pays.

### Une partie de l'appareil syndical contre la grève

Pourtant dès le départ, les grévistes se sont heurtés à des oppositions dans leurs propres rangs, et d'abord à des bagarres d'appareil au sein du NUM, le syndicat des mineurs.

Ainsi, face au déclenchement du mouvement par les mineurs du Yorkshire, du pays de Galles et d'Ecosse, trois bastions traditionnels de l'aile gauche syndicale, l'aile droite du NUM a riposté en exigeant — comme le gouvernement d'ailleurs — un vote national immédiat parmi tous les syndiqués du NUM. Et dans les bassins où cette aile droite contrôle les instances régionales, en particulier dans les importants bassins du Nottinghamshire et des Midlands, les dirigeants locaux ont refusé d'appeler leurs adhérents à rejoindre le mouvement et ont organisé des votes locaux.

Ainsi, pendant la première semaine de grève, des votes se sont déroulés dans une dizaine de bassins, dans lesquels tous les syndiqués, y compris la maîtrise, les employés administratifs, les ouvriers des cokeries et même ceux des centrales thermiques, ont été consultés pour savoir si les mineurs devaient ou non se mettre en grève...

Et, en fin de compte, le vote en faveur de la grève a enregistré des scores allant de 30 à plus de 52 % des votants suivant les régions. Ce qui signifie sans doute une proportion nettement plus importante parmi les mineurs eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, et malgré l'appel à rester au travail lancé par certains dirigeants syndicaux à la suite de ces votes, l'augmentation constante du nombre des puits en grève est bien le meilleur vote par lequel pouvaient s'exprimer les mineurs !

### Les grévistes se chargent d'étendre le mouvement

Les piquets de grève volants qui sont partis sur les routes dès les premiers jours de la grève sont sans doute l'une des meilleures armes des grévistes.

Ce sont ces piquets de grève, constitués de plusieurs milliers de mineurs venus du Yorkshire, d'Ecosse, du Kent et du pays de Galles, qui ont contribué à étendre le mouvement jusque dans des régions où les instances syndicales s'y opposaient. D'abord parce que les traditions du mouvement ouvrier anglais veulent qu'un ouvrier syndiqué ne franchisse pas un piquet de grève — fût-il symbolique — de son plein gré, et ce sont des traditions qui restent bien vivantes. Ensuite parce qu'en venant massivement devant les mines du centre du pays, les grévistes ont démontré à leurs camarades que cette fois ils étaient décidés à aller jusqu'au bout. Et cela a semblé-t-il constitué un argument décisif, puisque l'intervention des piquets de grève a suffi à mettre en grève bien des puits.

### La police contre les grévistes

D'ailleurs le gouvernement Thatcher ne s'y est pas trompé puisqu'il a mis en place un colossal dispositif policier, inauguré lors de la grève des mineurs en 1974, et qui n'avait servi depuis qu'au moment de la vague d'émeutes qui ont touché les grandes villes en 1981. Ce dispositif centré à Londres mobilise, en plus des forces locales, 8 000 policiers prêts à intervenir en permanence partout où il y a besoin de renforts.

C'est ainsi que des barrages policiers ont été mis en place sur les routes d'accès aux bassins miniers où les dirigeants syndicaux s'opposaient à la grève, arrêtant toutes les voitures et faisant rebrousser chemin à toutes celles contenant des mineurs. Dans le bassin minier du Kent, qui est paralysé par la grève, la police a même été jusqu'à interdire aux mineurs de sortir du comté.

En même temps, de forts détachements de policiers ont été mis en place devant les mines qui n'étaient pas en grève, pour empêcher les piquets de grève volants de s'adresser aux non-grévistes, occasionnant dans plusieurs endroits de violents affronte-

ments entre policiers et grévistes. C'est au cours d'un tel affrontement qu'un jeune mineur gallois de 24 ans a été tué devant une mine du Nottinghamshire.

D'ailleurs, la présence policière a pris de telles proportions, que certains dirigeants syndicaux anti-grévistes ont fini par s'en plaindre, accusant le gouvernement de leur rendre la situation impossible, tandis que dans certaines mines, c'est en fin de compte l'indignation suscitée par ce quadrillage policier qui a poussé les mineurs à rejoindre les grévistes.

**Le gouvernement se montre résolu à ne pas céder... les mineurs aussi !**

En tout cas, ce déploiement

de forces policières montre que le gouvernement Thatcher est décidé à user des grands moyens pour acculer les grévistes à la défaite.

Mais il semble quand même qu'il ne s'attendait pas à une telle mobilisation de la part des mineurs. C'est ainsi qu'après avoir annoncé son intention de poursuivre les membres des piquets de grève au nom de la loi sur la « liberté du travail », et d'imposer de lourdes amendes aux directions régionales du NUM qui organisent ces piquets, les Charbonnages ont annoncé le 19 mars qu'ils renonçaient pour l'instant à toute poursuite. Sans doute un signe d'apaisement destiné à retirer un argument aux grévistes vis-à-vis des non-grévistes.

Ce qui est sûr, c'est que pour

l'instant le mouvement tient bon. Non seulement il continue à s'étendre, mais déjà il suscite des sympathies dans le pays. C'est ainsi que les dockers de Douvres bloquent d'ores et déjà le déchargement des cargaisons de charbon en provenance du continent, tandis que les camionneurs de l'aciérie géante de Scunthorpe en Ecosse refusent d'approvisionner l'aciérie en charbon étranger.

Et il est vrai que les mineurs, par la force qu'ils représentent, et par le prestige dont ils jouissent parmi les travailleurs britanniques, peuvent susciter une sympathie active dans le reste de la classe ouvrière. Et c'est sans doute là leur meilleure arme.

François ROULEAU

ISRAËL

## Vers les élections anticipées ?

Il semble maintenant certain que la Chambre des députés israélienne, la Knesseth, sera dissoute et que l'on va s'acheminer vers des élections anticipées. Ce sera la conséquence logique de la décision d'un petit parti membre de la coalition gouvernementale, le parti Tami, de se retirer de celle-ci. Le parti Tami n'a que trois députés, mais leur appoint était indispensable au Likoud, le parti de Begin et de l'actuel Premier ministre Shamir, pour constituer une majorité.

Mais, si c'est là la raison immédiate, elle s'inscrit dans un contexte qui est celui de la dégradation continue de la situation économique en Israël et, parallèlement, de la solidité politique du gouvernement du Likoud.

La crise économique se traduit par une inflation galopante qui devrait atteindre en 1984 plus de 400 %. C'est la conséquence de l'énorme endettement de l'Etat d'Israël et du déficit tout aussi énorme de ses échanges avec l'extérieur. Il s'agit de maux habituels de l'économie israélienne, qui ne peut survivre que

grâce à l'aide permanente que lui fournissent les Etats-Unis, sous forme de capitaux, prêts et subventions. Mais ils sont portés au paroxysme par les effets de la crise mondiale et par les conséquences des énormes dépenses engagées ces dernières années pour mener la guerre du Liban.

Les dirigeants israéliens ne cachent pas que l'inflation est pour eux un moyen de réduire le pouvoir d'achat de la population israélienne, afin de tenter de réduire le déficit des échanges. En somme, les Israéliens payent aujourd'hui en grande partie les frais de la politique de guerre. Mais il est certain que s'ils veulent vraiment rétablir les finances de l'Etat, les gouvernants devraient mener une politique d'austérité bien plus radicale encore. C'est précisément ce qu'hésite à faire jusqu'à présent le gouvernement de Shamir, car son parti, le Likoud, voudrait bien ne pas perdre toute chance de gagner les prochaines élections.

De ce point de vue, les élections anticipées lèveront une hypothèque, et le gouvernement qui en sortira aura plus

de moyens politiques pour attaquer de front la population israélienne et lui faire payer les frais de la crise. Si l'on en croit les sondages et les commentaires, le Likoud serait justement en pleine perte de vitesse dans l'opinion publique, et l'opposition travailliste aurait toutes les chances de remporter les élections. Si ces prévisions sont justes, c'est donc un gouvernement travailliste que l'on devrait voir d'ici quelques mois gouverner Israël et assumer toutes les conséquences du désastre économique, politique et même militaire dans lequel le pays est plongé.

Mais quelle politique mènera un gouvernement travailliste ? Une politique d'austérité plus radicale, sûrement. Mais certainement pas une politique de désengagement militaire et de paix. Les gouvernements travaillistes qui ont précédé celui du Likoud ne l'ont pas menée et les dirigeants travaillistes d'aujourd'hui ne le feront pas plus. Alors avec les travaillistes comme avec le Likoud, le pays risque de s'enfoncer dans une crise toujours plus profonde.

André FRY